

Samse

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

ODICEO  
115, boulevard Stalingrad  
CS 52038  
69616 Villeurbanne cedex  
S.A. au capital de € 275 000  
430 130 393 R.C.S. Lyon

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Lyon-Riom

ERNST & YOUNG et Autres  
Tour Oxygène  
10-12, boulevard Marius Vivier Merle  
69393 Lyon cedex 03  
S.A.S. à capital variable  
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles et du Centre

## Samse

Exercice clos le 31 décembre 2020

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Samse,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Samse relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

#### Fondement de l'opinion

##### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

##### ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

## Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la « Note 1.4 – Application rétrospective de la décision de l'IFRIC de décembre 2019 – IFRS 16 » et la « Note 1.5 – Impacts de la décision de l'IFRIC de décembre 2019 – IFRS 16 » de l'annexe aux comptes consolidés qui présentent notamment la mise en œuvre et les impacts de l'application au 1<sup>er</sup> janvier 2019 de la décision de l'IFRIC publiée en décembre 2019.

## Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### ■ Evaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéterminée

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2020, les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie indéterminée s'élevaient à M€ 42,7, soit 3,4 % du total bilan du groupe.</p> <p>Comme décrit dans les notes 1 et 4.2 de l'annexe aux comptes consolidés, la direction procède à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéterminée. Ces tests sont effectués au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Ils sont réalisés par unité génératrice de trésorerie (« UGT ») ou groupe d'UGT, comprenant les écarts d'acquisition affectés. Ils sont basés sur la juste valeur diminuée des coûts de vente.</p>	<p>Nous avons examiné les tests de dépréciation réalisés par la direction et nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▶ prendre connaissance des principes et des méthodes de détermination des indices de perte de valeur et de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition ainsi que des actifs incorporels à durée de vie indéterminée ;</li><li>▶ corroborer, notamment par entretiens avec la direction, les principales données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations (comme le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme) ;</li></ul>

Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de vente, il est fait référence aux transactions comparables, en considérant le résultat des transactions récentes portant sur des actifs similaires dans le même secteur d'activité. La valorisation repose notamment sur des multiples d'agrégats comptables (chiffre d'affaires et résultat d'exploitation).

Si la juste valeur diminuée des coûts de vente n'est pas corroborée par des transactions comparables, il est alors procédé au calcul de la valeur d'utilité estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs.

Sur la base de cette méthode, la valeur recouvrable de chaque UGT, à laquelle est affectée une quote-part de la valeur comptable des écarts d'acquisition, fait l'objet d'une analyse permettant de détecter si la valeur d'utilité de l'UGT n'est pas inférieure à la valeur nette comptable de ses actifs.

Compte tenu de la complexité des modèles utilisés et de leur sensibilité aux variations de données et d'hypothèses, en particulier du taux d'actualisation utilisé, des prévisions de flux de trésorerie et des incertitudes inhérentes à la probabilité de réalisation de ces dernières dans le contexte actuel, nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit.

- ▶ prendre connaissance des perspectives commerciales des agences présentant un indice de perte de valeur, au moyen d'entretiens avec la direction ;
- ▶ comparer les estimations comptables des projections de flux de trésorerie des périodes précédentes avec les réalisations effectives correspondantes pour en évaluer la fiabilité et faire une comparaison avec les dernières estimations de la direction ;
- ▶ analyser la sensibilité des hypothèses retenues ;
- ▶ par sondages, rapprocher les données utilisées pour réaliser les tests de dépréciation avec la comptabilité et vérifier l'exactitude arithmétique des évaluations retenues par le groupe.

## ■ Evaluation et dépréciation des stocks de marchandises

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les stocks de marchandises figurent au bilan consolidé du 31 décembre 2020 pour un montant net de M€ 278,6 et représentent 22,2 % de son total.</p> <p>Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des coûts de transport et d'un coefficient d'approche et sont minorés de l'impact des rabais, remises, ristournes et des escomptes obtenus sur les achats.</p> <p>Le montant des provisions pour dépréciation des stocks est calculé, article par article, en tenant compte du taux de rotation depuis le début de l'exercice et éventuellement de l'obsolescence des techniques utilisées, comme cela est précisé dans les notes 1 et 10 de l'annexe aux comptes consolidés.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons analysé les principes et les méthodes de détermination de la valeur brute et nette des stocks et échangé avec la direction sur les résultats de leurs analyses concernant les ajustements de valeur nécessaires.</p> <p>Des participations sélectives aux prises d'inventaire ont été effectuées afin de rapprocher les quantités présentes en stocks et les quantités valorisées en comptabilité.</p> <p>Nous avons identifié et testé les contrôles jugés importants mis en place pour le calcul du coût moyen pondéré, y compris les contrôles automatisés.</p> <p>Nous avons également examiné les variations de prix unitaires au 31 décembre 2020 par rapport à l'exercice précédent et analysé les variations les plus significatives ainsi que les variations jugées anormales.</p>

Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de l'importance des stocks dans le bilan consolidé, du risque évoqué ci-dessus et des éventuelles provisions qui en découlent, qui sont par nature dépendantes d'hypothèses et d'estimations de la direction.

S'agissant des dépréciations, les processus d'identification des articles endommagés ou à rotation lente ont été analysés et l'efficacité des contrôles clés relatifs à ceux-ci a été testée. Nous avons étudié les hypothèses retenues par la direction pour la comptabilisation de provisions spécifiques.

Enfin, pour les articles en stocks présentant des écarts significatifs avec le prix de vente pratiqué en fin d'exercice, nous avons analysé l'origine de ces différences afin d'apprécier le montant des provisions constituées.

## ■ Dépréciation des créances clients

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2020, les créances clients s'élèvent à M€ 180,6 et représentent 14,4 % du bilan du groupe.</p> <p>La direction évalue les créances clients selon les modalités exposées dans les notes 1 et 11 de l'annexe aux comptes consolidés et a réalisé une analyse.</p> <p>Pour prévenir le risque client, le groupe a recours à l'assurance-crédit et à d'autres formes de garantie. La dépréciation des comptes clients (créances douteuses) fait l'objet, pour chaque société du groupe, d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.</p> <p>Compte-tenu du contexte économique incertain, le risque client a tout particulièrement été analysé et suivi. Une vigilance accrue a été portée aux éventuelles défaillances des clients dont l'insolvabilité est perceptible et les retards de paiement ont fait l'objet d'une surveillance continue. Les dépréciations nécessaires ont été comptabilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2020 en fonction des risques encourus estimés.</p> <p>Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu du risque évoqué ci-dessus et des éventuelles dépréciations comptabilisées, qui sont par nature dépendantes d'hypothèses et d'estimations de la direction.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons examiné les principes d'identification des créances douteuses et les méthodes de dépréciation des créances clients, en procédant à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▶ l'analyse des hypothèses retenues pour calculer les provisions pour dépréciation des créances clients, notamment à travers l'examen de la balance âgée, de l'analyse des retards de paiement et de la situation économique des clients présentant des retards de paiement significatifs ;</li><li>▶ l'analyse des paiements reçus après la date de clôture pour les créances clients échues à forte antériorité les plus significatives.</li></ul>

■ Evaluation des avoirs à recevoir relatifs aux CPV (Conditions Particulières de Ventas) et des factures à établir au titre des COOP (Coopérations Commerciales)

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2020, le groupe comptabilise des factures à établir relatives aux COOP et des avoirs à recevoir relatifs aux CPV, tel que présenté dans la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés. Les CPV correspondent aux remises accordées pour l'exercice par les fournisseurs sur la base de dispositions contractuelles et de volumes d'achats réalisés. Les COOP donnent lieu à des facturations émises sur la base de contrats de prestations de services dont le contenu et la rémunération sont définis entre les fournisseurs et votre société.</p> <p>A la clôture de l'exercice, la direction évalue les avoirs à recevoir relatifs aux CPV sur la base des dispositions contractuelles définies avec chaque fournisseur et des statistiques d'achats issues du système de gestion de votre société. La provision pour avoirs à recevoir est diminuée des avoirs versés par ces fournisseurs et comptabilisés au cours de l'exercice relatif à ces contrats.</p> <p>Les factures à établir relatives aux COOP sont estimées sur la base des contrats conclus pour l'exercice et pour lesquels les prestations ont été effectuées mais non encore facturées.</p> <p>En raison de la complexité des contrats et des estimations de la direction, il existe un risque que les montants des avoirs à recevoir et des factures à établir relatifs aux CPV et aux COOP comptabilisés soient différents du montant réellement exigible. Nous avons donc considéré l'évaluation de ces montants comme un point clé de l'audit.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux, nous avons pris connaissance des principes de détermination du montant des avoirs à recevoir et des factures à établir.</p> <p>Nous avons analysé les hypothèses d'extrapolation des bases d'achats retenues pour l'estimation des montants dus au titre des CPV et des COOP.</p> <p>Pour une sélection de contrats, nous avons aussi étudié la correcte application des dispositions contractuelles aux flux d'achats issus des données de gestion et, le cas échéant, rapproché les montants d'achats confirmés par le fournisseur.</p> <p>Nous avons également recalculé l'estimation des sommes restant à recevoir et à facturer en fin d'exercice sur la base de la différence entre les sommes exigibles au titre de l'exercice comptable et les sommes déjà obtenues pour cette même période.</p> <p>Enfin, nous avons examiné le débouclage sur l'exercice clos le 31 décembre 2020 des montants à facturer et des avoirs à recevoir relatifs aux COOP et CPV de l'exercice précédent.</p>

■ Application de la décision IFRIC relative à la norme IFRS 16

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2020, les droits d'utilisation liés aux contrats de location sont inscrits à l'actif pour une valeur nette comptable de M€ 161,5 et les dettes financières locatives afférentes au passif pour une valeur comptable de M€ 167,8.</p>	<p>Nous avons examiné les tests de dépréciation réalisés par la direction et nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ prendre connaissance de la procédure et des contrôles clés mis en place par la direction dans le cadre de l'application la décision de l'IFRIC ;</li> </ul>

Comme décrit dans les notes 1.4 et 1.5 de l'annexe aux comptes consolidés, le groupe a appliqué la décision de l'IFRIC relativement à la norme IFRS 16 « Contrats de location », publiée en décembre 2019, concernant la détermination de la durée exécutoire d'un contrat de location et la durée d'amortissement des agencements inamovibles.

Nous avons considéré l'application de cette décision comme un point clé de l'audit, compte-tenu de son impact significatif et du degré de jugement de la direction dans la détermination des hypothèses utilisées, notamment s'agissant de la durée des contrats de location immobiliers.

- ▶ effectuer des tests de détail sur un échantillon, concernant la qualité des données saisies dans le système d'information, relatives à ces contrats de location ;
- ▶ examiner les incidences de cette décision sur les hypothèses retenues sur les baux commerciaux 3/6/9 et sur les contrats en tacite reconduction et à durée indéterminée ;
- ▶ apprécier la durée des contrats de location et examiner la cohérence des hypothèses retenues par la direction pour la détermination de ces durées ;
- ▶ examiner le caractère approprié et la correcte application de principes et méthodes comptables relatifs à cette décision ainsi que l'information financière donnée à ce titre.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

## Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

- Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Conformément au III de l'article 222-3 du règlement général de l'AMF, la direction de votre société nous a informés de sa décision de reporter l'application du format d'information électronique unique tel que défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. En conséquence, le présent rapport ne comporte pas de conclusion sur le respect de ce format dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier.

## ■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Samse par votre assemblée générale du 6 juin 2001 pour le cabinet ODICEO et du 3 mai 2016 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2020, le cabinet ODICEO était dans la vingtième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la cinquième année.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

### ■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

#### ■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Villeurbanne et Lyon, le 19 avril 2021

Les Commissaires aux Comptes

ODICEO

ERNST & YOUNG et Autres

Dave Mollieux

Pascal Rhoumy

## État de la situation financière consolidée

(en milliers d'euros)

		Au 31 Décembre	
		2020	2019 (*)
		Valeur nette	Valeur nette
	notes		
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>544 275</b>	<b>556 667</b>
Écarts d'acquisition	4	42 664	45 025
Autres immobilisations incorporelles	5	3 403	3 865
Immobilisations corporelles	6	245 481	290 587
Droits d'utilisation liés aux contrats de location	6	161 476	136 772
Titres mis en équivalence	7	49 469	45 724
Titres de sociétés non consolidées	8	24 661	28 368
Autres actifs immobilisés	9	11 174	4 160
Impôts différés actifs	16	5 947	2 166
<b>ACTIFS COURANTS</b>		<b>708 306</b>	<b>633 476</b>
Stocks de marchandises	10	278 585	273 705
Clients et comptes rattachés	11	180 643	186 598
Autres créances	12	107 820	102 524
Disponibilités et équivalents de trésorerie	13	141 258	70 649
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	6	3 379	1 450
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>1 255 960</b>	<b>1 191 593</b>

		Au 31 Décembre	
		2020	2019 (*)
	notes		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>502 385</b>	<b>514 722</b>
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	14	491 700	504 834
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants	14	10 685	9 888
<b>DETTES NON COURANTES</b>		<b>313 554</b>	<b>266 679</b>
Provisions	15	20 154	17 112
Impôts différés passifs	16	7 595	7 089
Dettes financières à long terme	17	137 762	121 677
Dettes financières locatives à long terme	17	148 043	120 801
<b>DETTES COURANTES</b>		<b>440 021</b>	<b>410 192</b>
Provisions	15	3 281	3 338
Fournisseurs et comptes rattachés	18	217 753	196 128
Dettes financières à court terme	17	58 720	74 312
Dettes financières locatives à court terme	17	19 805	16 927
Autres dettes	19	140 462	119 487
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>1 255 960</b>	<b>1 191 593</b>

(\*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de la décision finale de l'IFRIC publiée en décembre 2019 relative à IFRS 16 (cf. note 1).

## État du résultat global consolidé

(en milliers d'euros)

		Exercices	
	notes	2020	2019 (*)
CHIFFRE D'AFFAIRES	20	1 511 551	1 499 117
Autres produits de l'activité	20	1	24
Achats et variation de stocks		-1 035 381	-1 035 029
Charges de personnel	21	-243 868	-242 109
Charges externes	22	-73 221	-83 108
Impôts et taxes		-26 405	-24 226
Dotations nettes aux amortissements		-52 029	-50 273
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	23	-8 451	-4 110
Autres produits et charges de l'exploitation courante	24	-1 564	-244
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		70 633	60 042
Taux de marge opérationnelle courante		4,67 %	4,01 %
Autres produits et charges opérationnels	25	-413	503
RESULTAT OPERATIONNEL		70 220	60 545
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	26	69	164
Cout de l'endettement financier brut	27	-3 035	-3 356
Cout de l'endettement financier net		-2 966	-3 192
Autres produits et charges financiers	28	771	691
RESULTAT FINANCIER	29	-2 195	-2 501
Charge d'impôt	30	-24 077	-19 004
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	31	5 897	3 974
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		49 845	43 014
Résultat net - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE		47 356	40 782
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants		2 489	2 232
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	32	3 446 984	3 448 314
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	32	3 446 984	3 448 314
RESULTAT NET PAR ACTION (en €)	32	13,74	11,83
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION (en €)	32	13,74	11,83
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		49 845	43 014
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		-3 729	3 482
Écarts actuariels sur régimes de retraite à prestations définies		-2 235	-2 202
Impôts différés sur les éléments ci-dessus		907	592
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		-5 057	1 872
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL NET D'IMPOTS		-5 057	1 872
RESULTAT GLOBAL TOTAL ANNUEL		44 788	44 886
Résultat global total annuel - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE		42 298	42 679
Résultat global total annuel - Part attribuable aux intérêts non contrôlants		2 490	2 207

(\*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de la décision finale de l'IFRIC publiée en décembre 2019 relative à IFRS 16 (cf. note 1).

## Compte de résultat consolidé des sociétés intégrées

(en milliers d'euros)

	Exercices				
	2020	% du C.A	2019 (*)	% du C.A	% de variation 2020/2019
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 511 551		1 499 117		0,83
Dont Chiffre d'affaires négoce	1 160 460	76,77	1 185 412	79,07	-2,10
Dont Chiffre d'affaires bricolage	351 091	23,23	313 705	20,93	11,92
Autres produits de l'activité	1	0,00	24	0,00	-95,83
Achats et variation de stocks	-1 035 381	-68,50	-1 035 029	-69,04	0,03
Charges de personnel	-243 868	-16,13	-242 109	-16,15	0,73
Charges externes	-73 221	-4,84	-83 108	-5,54	-11,90
Impôts et taxes	-26 405	-1,75	-24 226	-1,62	8,99
Dotations nettes aux amortissements	-52 029	-3,44	-50 273	-3,35	3,49
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	-8 451	-0,56	-4 110	-0,27	105,62
Autres produits et charges de l'exploitation courante	-1 564	-0,10	-244	-0,02	540,98
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	70 633	4,67	60 042	4,01	17,64
Dont ROC négoce	47 137	4,06	44 209	3,73	6,62
Dont ROC bricolage	23 496	6,69	15 833	5,05	48,40
Autres produits et charges opérationnels	-413	-0,03	503	0,03	-182,11
RESULTAT OPERATIONNEL	70 220	4,65	60 545	4,04	15,98
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	69	0,00	164	0,01	-57,93
Coût de l'endettement financier brut	-3 035	-0,20	-3 356	-0,22	-9,56
Coût de l'endettement financier net	-2 966	-0,20	-3 192	-0,21	-7,08
Autres produits et charges financiers	771	0,05	691	0,05	11,58
RESULTAT FINANCIER	-2 195	-0,15	-2 501	-0,17	-12,24
Charge d'impôt	-24 077	-1,59	-19 004	-1,27	26,69
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	5 897	0,39	3 974	0,27	48,39
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	49 845	3,30	43 014	2,87	15,88

(\*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de la décision finale de l'IFRIC publiée en décembre 2019 relative à IFRS 16 (cf. note 1).

### Présentation de la performance dans le compte de résultat

Le Groupe SAMSE fait état d'un agrégat intermédiaire intitulé «Résultat Opérationnel Courant» (ROC), et prend en compte la recommandation 2009-R.03 du CNC qui propose l'utilisation d'un indicateur du niveau de performance opérationnelle pouvant servir à une approche prévisionnelle de la performance récurrente.

Conformément à cette recommandation, ont été exclus du résultat opérationnel courant, les plus ou moins-values dégagées lors de la cession d'éléments de l'actif immobilier, les charges de

restructuration ou de fermetures d'agences, ainsi que tout autre élément significatif et non récurrent qui fausserait la lecture de la performance du Groupe.

Les éléments exclus sont précisément décrits dans la note 25 - Autres produits et charges opérationnels.

Il est fait usage en interne de cet indicateur intermédiaire (ROC), au-dessus du résultat opérationnel, au titre de l'information sectorielle (note 36).

	REPARTITION DU CA PAR ACTIVITE (%)		REPARTITION DU ROC PAR ACTIVITE (%)	
	2020	2019	2020	2019
Négoce	76,77	79,07	66,74	73,63
Bricolage	23,23	20,93	33,26	26,37
	100,00	100,00	100,00	100,00

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)

	Exercices	
	2020	2019 (*)
Résultat net consolidé - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	47 356	40 782
Part des intérêts non contrôlants	2 489	2 232
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence nette des dividendes reçus	-3 858	-2 188
Amortissements et provisions	57 950	51 485
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	24 077	19 004
Impôts versés	-26 463	-18 641
Résultat sur cessions d'actifs	-1 634	-266
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-70	4
Gains et pertes liés à des variations de parts d'intérêts avec prise de contrôle		-155
Autres produits et charges calculés	-196	92
Capacité d'autofinancement	99 651	92 349
Coût de l'endettement financier net	2 965	3 192
Variation du besoin en fonds de roulement	39 308	13 989
Flux de trésorerie généré par l'activité	141 924	109 530
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-32 240	-51 029
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	32 607	3 516
Subvention d'investissement	-4	-4
Incidence des variations de périmètre (acquisitions)		-3 000
Incidence des variations de périmètre (cessions)	2	
Acquisitions d'immobilisations financières	-734	-4 951
Diminution d'immobilisations financières	6 150	713
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	5 781	-54 755
Dividendes versés aux actionnaires de la Société Mère	-55 340	-8 652
Dividendes sur actions auto-détenues	183	24
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-1 944	-1 691
Augmentation de capital en numéraire	-1 554	-1 111
Intérêts financiers nets versés	-2 965	-3 192
Emission d'emprunts	55 004	44 830
Remboursements d'emprunts	-54 981	-77 598
Autocontrôle	-261	-17
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-61 858	-47 407
<b>AUGMENTATION OU DIMINUTION DE LA TRESORERIE</b>	<b>85 847</b>	<b>7 368</b>
Disponibilités et équivalents de trésorerie à l'ouverture	52 570	45 202
Reclassement de trésorerie	75	
Disponibilités et équivalents de trésorerie à la clôture	138 492	52 570

(\*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de la décision finale de l'IFRIC publiée en décembre 2019 relative à IFRS 16 (cf. note 1).

## Détails complémentaires du tableau consolidé des flux de trésorerie

	Exercices	
	2020	2019
Variation des stocks	-4 879	739
Variation des créances clients et autres débiteurs	1 237	9 090
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	42 962	4 191
Intérêts courus non échus	-12	-31
Variation du besoin en fonds de roulement	39 308	13 989
Acquisitions de participations avec prise de contrôle		-4 447
Trésorerie nette apportée par les filiales entrantes dans le périmètre		1 447
Incidence des variations de périmètre (acquisitions)	0	-3 000
Cessions de participations avec perte de contrôle	45	
	-43	
Incidence des variations de périmètre (cessions)	2	0
Acquisition d'immobilisations incorporelles brutes	-740	-2 239
Acquisition d'immobilisations corporelles brutes	-30 896	-49 216
Variation des créances sur cessions d'immobilisations	-119	70
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations	-485	356
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-32 240	-51 029

## Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Ecart de réévaluation	Réserves consolidées	Éléments constatés directement en capitaux propres	Résultat de l'exercice	Part attribuable aux actionnaires de SAMSE	Intérêts non contrôlants	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2018 (*)	3 458	44 722	306	374 366	7 405	41 119	471 376	10 003	481 379
Inscription en réserves du résultat 2018				41 119		-41 119			
Résultat consolidé de l'exercice 2019						40 783	40 783	2 232	43 015
Distributions effectuées				-8 628			-8 628	-1 691	-10 319
Plus et moins values de cession sur actions auto-détenues				39			39		39
Impact de la variation des actions auto-détenues				-17			-17		-17
Ajustement de juste valeur des titres					3 340		3 340		3 340
Gains / Pertes actuariels					-1 443		-1 443	-25	-1 468
Variation du % d'intérêts				-106			-106	-935	-1 041
Engagements de rachat de minoritaires				-523			-523	303	-220
Autres mouvements				13			13	1	14
Solde au 31 décembre 2019 (*)	3 458	44 722	306	406 263	9 302	40 783	504 834	9 888	514 722
Inscription en réserves du résultat 2019				40 783		-40 783			
Résultat consolidé de l'exercice 2020						47 356	47 356	2 489	49 845
Distributions effectuées				-55 157			-55 157	-1 944	-57 101
Plus et moins values de cession sur actions auto-détenues				-36			-36		-36
Impact de la variation des actions auto-détenues				-261			-261		-261
Ajustement de juste valeur des titres					-3 567		-3 567		-3 567
Gains / Pertes actuariels					-1 491		-1 491	1	-1 490
Variation du % d'intérêts				-427			-427	-80	-507
Engagements de rachat de minoritaires				401			401	331	732
Autres mouvements				48			48		48
Solde au 31 décembre 2020	3 458	44 722	306	391 614	4 244	47 356	491 700	10 685	502 385

(\*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective de la décision finale de l'IFRIC publiée en décembre 2019 relative à IFRS 16 (cf. note 1).



## Annexe aux comptes consolidés

### Notes aux états financiers consolidés

SAMSE est une société anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment B. SAMSE et ses filiales sont ci-après dénommées «le Groupe» ou «le Groupe SAMSE». Le siège social de la société SAMSE est situé 2 rue Raymond Pitet - 38100 GRENOBLE. Les états financiers consolidés au 31 décembre 2020 reflètent la situation comptable de SAMSE et de ses filiales et coentreprises, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées. Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 31 mars 2021 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 18 mai 2021.

### Événements significatifs de l'exercice 2020

En février 2020, DUMONT INVESTISSEMENT, actionnaire majoritaire de SAMSE, a acquis la participation de 21,13 % du capital de SAMSE détenue par BME FRANCE (ex CRH FRANCE DISTRIBUTION).

La pandémie Covid-19 a engendré, à compter du 17 mars 2020, des impacts très significatifs sur l'activité du Groupe, avec la mise en place d'une activité partielle des sites de distribution négoce et bricolage.

La perte de chiffre d'affaires a été partiellement compensée par l'indemnisation du chômage partiel (8,0 M€ pour l'indemnisation proprement dite, majorée des allègements de charges sociales et de rémunérations pour 6,9 M€) enregistrée en

### Note 1 – Principes comptables

#### 1.1 - Application des normes, règlements et interprétations des normes

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et publié au Journal Officiel de l'Union Européenne.

Le référentiel IFRS comprend les Normes IFRS, les Normes IAS (International Accounting Standards),

diminution des charges de personnel dans le compte de résultat consolidé.

Dans le cadre des estimations retenues pour l'arrêté des comptes clos le 31 décembre 2020, le Groupe ne remet pas en cause ses perspectives à long terme, notamment dans le cadre des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des autres actifs non-courants. Néanmoins, le Groupe a constaté des dépréciations au titre des écarts d'acquisition pour un montant total de 2 361 milliers d'euros au 31 décembre 2020 (1 470 à fin décembre 2019), comptabilisé au niveau du poste «dotations aux provisions et dépréciations» du compte de résultat.

Cette crise sanitaire n'a pas engendré de dépréciation significative complémentaire des stocks de marchandises. Compte tenu du contexte économique incertain, le risque client a tout particulièrement été analysé et suivi. Une vigilance accrue a été portée aux éventuelles défaillances des clients dont l'insolvabilité est perceptible, et les retards de paiement ont fait l'objet d'une surveillance continue. Les dépréciations nécessaires ont été comptabilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2020 en fonction des risques encourus estimés. A ce titre, le coût lié au risque client augmente de 3,0 M€ au 31 décembre 2020 par rapport à 2019, cet impact étant constaté dans les «dotations aux provisions et dépréciations» du compte de résultat.

Des reports d'échéances de dettes ont été obtenus et concernent essentiellement les emprunts bancaires. Au 31 décembre 2020, ces reports s'élèvent à 25,5 M€ (les échéances ont été décalées aux termes des emprunts concernés).

Une distribution de dividendes exceptionnelle de 8 €, prélevée sur les réserves, a été décidée par l'Assemblée Générale du 11 décembre 2020.

ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) telles que publiées par l'IASB. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne.

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE ont été établis selon les principes généraux des IFRS : image fidèle, continuité d'exploitation, méthode de la comptabilité d'engagement, permanence de la présentation, importance relative et regroupement.

## 1.2 - Bases de préparation

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées de manière permanente aux périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte des nouvelles normes et interprétations décrites ci-après. Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros.

## 1.3 - Normes, amendements de normes et interprétations applicables à partir de l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> janvier 2020

Les normes, amendements et interprétations mentionnés ci-dessous sont appliqués pour la première fois sur l'exercice.

- Amendements à IAS 1 et IAS 8 – Modification de la définition du terme «significatif».
- Amendements à IAS 39, IFRS 7 et IFRS 9 – Réforme des taux d'intérêt de référence - phase 1.
- Amendements à IFRS 3 – Définition d'une entreprise.
- Amendement à IFRS 16 – Covid 19 «Related Rent Concessions».

Les textes mentionnés ci-dessus n'ont pas engendré de conséquence particulière sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2020.

## 1.4 - Application rétrospective de la décision de l'IFRIC de décembre 2019 - IFRS 16

L'IFRIC a publié en décembre 2019 sa décision finale concernant la détermination de la durée exécutoire d'un contrat de location. Le principal impact pour le Groupe concerne les baux commerciaux 3/6/9.

Le Groupe a dû revoir la durée estimée de ces contrats de location, et ainsi modifier le montant de la dette de location et du droit d'utilisation associé.

Le Groupe appliquait, jusqu'au 31 décembre 2019, la position de l'ANC relative à la durée de location à retenir, l'ensemble de ses sites immobiliers étant localisé en France.

Au 31 décembre 2020, le Groupe a retenu un horizon de 5 ans pour la prise en compte de l'analyse des options de renouvellement de ses contrats de location. L'application de cette décision de l'IFRIC a conduit à un allongement des durées exécutoires estimées pour les baux commerciaux.

Ainsi, la dette de locations immobilières et le droit d'utilisation associé ont été impactés par une hausse de 61 M€ au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Ce changement n'a pas engendré d'impact significatif sur le compte de résultat consolidé au 31 décembre 2020.

## 1.5 - Impacts de la décision de l'IFRIC de décembre 2019 - IFRS 16

Les impacts des retraitements liés à l'application de cette décision sur les principaux éléments publiés des comptes consolidés sont détaillés ci-après :

## État de la situation financière consolidée

	31-déc-19 Valeur nette	Retraitements IFRIC - IFRS 16	31-déc-19 Valeur nette
	Publié		Retraité
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>489 698</b>	<b>66 969</b>	<b>556 667</b>
Écarts d'acquisition	45 025		45 025
Autres immobilisations incorporelles	3 865		3 865
Immobilisations corporelles	360 410	66 949	427 359
Titres mis en équivalence	45 772	-48	45 724
Titres de sociétés non consolidées	28 368		28 368
Autres actifs immobilisés	4 160		4 160
Impôts différés actifs	2 098	68	2 166
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>633 476</b>	<b>0</b>	<b>633 476</b>
Stocks de marchandises	273 705		273 705
Clients et comptes rattachés	186 598		186 598
Autres créances	102 524		102 524
Disponibilités et équivalents de trésorerie	70 649		70 649
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	1 450		1 450
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>1 124 624</b>	<b>66 969</b>	<b>1 191 593</b>

	31-déc-19 Valeur nette	Retraitements IFRIC - IFRS 16	31-déc-19 Valeur nette
	Publié		Retraité
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>515 068</b>	<b>-346</b>	<b>514 722</b>
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	505 166	-332	504 834
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants	9 902	-14	9 888
<b>DETTES NON COURANTES</b>	<b>199 099</b>	<b>67 580</b>	<b>266 679</b>
Provisions	17 112		17 112
Impôts différés passifs	7 170	-81	7 089
Dettes financières à long terme	174 817	67 661	242 478
<b>DETTES COURANTES</b>	<b>410 457</b>	<b>-265</b>	<b>410 192</b>
Provisions	3 338		3 338
Fournisseurs et comptes rattachés	196 128		196 128
Dettes financières à court terme	91 504	-265	91 239
Autres dettes	119 487		119 487
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>1 124 624</b>	<b>66 969</b>	<b>1 191 593</b>

## Compte de résultat consolidé

	31-déc-19 Publié	Retraitements IFRIC - IFRS 16	31-déc-19 Retraité
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 499 117		1 499 117
Autres produits de l'activité	24		24
Achats et variation de stocks	-1 035 029		-1 035 029
Charges de personnel	-242 109		-242 109
Charges externes	-83 496	388	-83 108
Impôts et taxes	-24 226		-24 226
Dotations aux amortissements	-50 136	-137	-50 273
Dotations aux provisions et dépréciations	-4 110		-4 110
Autres produits et charges de l'exploitation courante	-244		-244
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	59 791	251	60 042
Taux de marge opérationnelle courante	3,99 %		4,01 %
Autres produits et charges opérationnels	503		503
RESULTAT OPERATIONNEL RESULTAT	60 294	251	60 545
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	164		164
Coût de l'endettement financier brut	-2 658	-698	-3 356
Coût de l'endettement financier net	-2 494	-698	-3 192
Autres produits et charges financiers	691		691
RESULTAT FINANCIER	-1 803	-698	-2 501
Charge d'impôt	-19 153	149	-19 004
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	4 023	-49	3 974
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	43 361	-347	43 014
Résultat net - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE	41 115	-333	40 782
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	2 246	-14	2 232
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	3 448 314		3 448 314
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	3 448 314		3 448 314
RESULTAT NET PAR ACTION (en €)	11,92	-0,09	11,83
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION (en €)	11,92	-0,09	11,83

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

	31-déc-19 Publié	Retraitements IFRIC - IFRS 16	31-déc-19 Retraité
Capacité d'autofinancement	92 659	-310	92 349
Flux de trésorerie généré par l'activité	109 142	388	109 530
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-54 755		-54 755
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-47 019	-388	-47 407
AUGMENTATION OU DIMINUTION DE LA TRESORERIE	7 368	0	7 368
Disponibilités et équivalents de trésorerie à l'ouverture	45 202		45 202
Reclassement de trésorerie	0		0
Disponibilités et équivalents de trésorerie à la clôture	52 570		52 570

## [1.6 - Normes, amendements de normes et interprétations d'application ultérieure au sein de l'Union Européenne](#)

Textes applicables par anticipation :

- Amendements à IFRS 4, IFRS 16, IAS 39, IFRS 7 et IFRS 9 – Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2.

Textes publiés non encore applicables :

- IFRS 14 – Comptes de report réglementaires.
- IFRS 17 – Contrats d'assurance.
- Amendements à IAS1 – classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants.
- Amendements à IAS 16 – immobilisations corporelles : produit de la vente avant l'utilisation prévue.
- Amendements à IAS 37 – coûts à prendre en compte pour déterminer si un contrat est déficitaire.
- Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2018 / 2020.

Le Groupe n'a appliqué aucun de ces nouveaux amendements ou nouvelles normes/interprétations par anticipation.

## [1.7 - Base d'évaluation](#)

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des actifs et passifs acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises, des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur.

Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les valeurs comptables des actifs et passifs couverts et de leurs instruments de couverture sont évalués à leur juste valeur.

## [1.8 - Utilisation d'estimations et hypothèses](#)

La préparation des états financiers implique que la Direction Générale du Groupe procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et passifs du bilan consolidé, sur les charges et produits du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations afin d'ajuster les hypothèses.

Toutefois, les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements au 31 décembre 2020 sont les suivants :

- L'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles,
- L'évaluation des engagements de retraite et assimilés,
- L'estimation des provisions pour risques et charges,
- La valeur de réalisation des stocks et des créances.

Les estimations utilisées par le Groupe sur ces différents thèmes sont détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque rubrique.

## [1.9 - Périmètre et méthodes de consolidation](#)

Périmètre

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE comprennent les comptes de la société SAMSE (société consolidante) et de toutes ses filiales contrôlées directement ou indirectement, les filiales détenues conjointement ainsi que les sociétés sous influence notable.

Le périmètre de consolidation du Groupe, ainsi que son évolution au cours de l'année 2020, sont présentés en note 2.

Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe a le contrôle exclusif ou majoritaire, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale avec constatation des droits des actionnaires minoritaires.

Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote, a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise ou le pouvoir de nommer (ou de révoquer) la majorité des membres

du Conseil d'Administration (ou de l'organe de direction équivalent) ou de réunir la majorité des droits de vote aux réunions de cet organe, lorsque le contrôle est exercé par celui-ci.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière, mais dont il n'a pas le contrôle.

Les sociétés concernées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée existée lorsque plus de 20 % des droits de vote sont détenus.

Le pouvoir de décision détenu est également pris en compte.

Les coentreprises sont les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, c'est-à-dire dont il partage le contrôle des activités économiques en vertu d'un accord contractuel. Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence conformément à l'application de la norme IFRS 11.

Les titres de sociétés non significatives ou dans lesquelles le Groupe n'exerce pas d'influence notable sont classés en tant qu'actifs financiers disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains et pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisés en capitaux propres.

#### Engagement de rachat de minoritaires

Lorsqu'il existe des options croisées d'achat et de vente contractées avec un minoritaire sur des titres d'une société du Groupe, ces options sont considérées en substance comme des contrats fermes d'achats/ventes avec différé de paiement. Les engagements d'achat donnés relatifs aux filiales consolidées par intégration globale sont comptabilisés en « passifs financiers » pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé de l'option lorsque cette option est à prix fixe, et pour sa juste valeur lorsque cette dernière est à prix variable. Depuis l'application de la version révisée de la norme IAS 27, les options émises sont traitées comme des transactions entre actionnaires (impacts enregistrés dans les capitaux propres).

#### Transactions internes

Les soldes et les transactions intra-Groupes ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-Groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises mises en équivalence sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement.

Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

#### Intérêts non contrôlants

Les intérêts non contrôlants sont définis comme la part d'intérêts dans une filiale qui n'est pas attribuable directement ou indirectement à la société mère.

Les transactions réalisées avec les actionnaires minoritaires induisant une variation de parts d'intérêt de la société mère sans prise ou perte de contrôle affectent uniquement les capitaux propres.

Si les capitaux propres de fin de période d'une société consolidée sont négatifs, la part des intérêts minoritaires dans ces capitaux propres est prise en charge par le Groupe, sauf si les tiers ont une obligation de combler leur quote-part de pertes.

Si ces sociétés redeviennent bénéficiaires, la part du Groupe dans leur résultat est prise en compte par l'actionnaire majoritaire à hauteur des pertes comptabilisées antérieurement.

#### Écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à IFRS 3 révisée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, et selon IFRS 3 pour les acquisitions ayant eu lieu avant cette date.

La contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange.

Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition.

A la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter soit pour un écart d'acquisition partiel (se limitant à la quote-part acquise par le Groupe) soit pour un écart d'acquisition complet. Dans le cas d'une option pour la méthode de l'écart d'acquisition complet, les intérêts ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur et le Groupe comptabilise un écart d'acquisition sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables. Cette option s'applique transaction par transaction.

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2010 étaient traités selon la méthode de l'écart d'acquisition partiel, seule méthode applicable avant IFRS 3 révisée.

Les frais directement attribuables à la prise de contrôle sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus. L'acquisition ultérieure d'intérêts minoritaires ne donne pas lieu à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire.

L'analyse des écarts d'acquisition est finalisée durant la période d'évaluation, soit 12 mois à compter de la date de la prise de contrôle.

En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistré directement en résultat. Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans la contrepartie transférée à leur juste valeur dès la date d'acquisition et quelle que soit leur probabilité de survivance.

Durant la période d'évaluation, les ajustements ultérieurs trouvent leur contrepartie en écart d'acquisition lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existant lors de l'acquisition ; à défaut et au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat, sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres. Dans ce dernier

cas, le complément de prix n'est pas réévalué ultérieurement.

Les écarts d'acquisition concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence sont classés dans le poste du bilan « Titres mis en équivalence ».

## Impôts

La rubrique « charge d'impôt » du compte de résultat consolidé correspond à l'impôt exigible de chaque filiale consolidée, corrigé des impositions différées. Les impôts différés sont comptabilisés dans les capitaux propres lorsqu'ils proviennent d'éléments imputés en capitaux propres. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs (analyse bilancielle).

Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires respectivement déductibles et imposables.

L'activation des impôts différés liés à des déficits fiscaux ou moins-values reportables est limitée à ceux dont la récupération est fortement probable, compte tenu de perspectives bénéficiaires. Les déficits fiscaux suivent le régime fiscal des sociétés françaises et sont donc indéfiniment reportables.

Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

## Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou leur coût de production pour le Groupe. Ce coût comprend tous les coûts directement attribuables à la préparation de l'utilisation de ces incorporels.

Il est diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent essentiellement les marques et les logiciels acquis.

Les marques déposées ou acquises ont une durée d'utilité indéfinie car elles n'ont pas vocation à être cédées ou remplacées par une autre marque du Groupe. A ce titre, elles ne sont pas amorties.

Les logiciels créés en interne sont amortis sur leur durée d'utilité estimée. Les logiciels acquis sont amortis sur trois années.

Le mode d'amortissement et les durées d'utilité sont révisés au moins à la clôture de chaque exercice. Le cas échéant, l'incidence des modifications de ceux-ci est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul

des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant.

Le coût d'acquisition inclut tous les coûts directement attribuables à sa création ou son acquisition et au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.

Les intérêts des emprunts relatifs à l'acquisition des immobilisations corporelles sont comptabilisés en charges. Ils ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.

Les subventions d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan, en tant que « produits différés » et réparties systématiquement au compte de résultat, sur une durée propre à permettre leur rattachement aux coûts qu'elles sont censées compenser.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction des composants identifiés et de leurs durées d'utilité effectives.

---

Constructions et aménagements selon les différents composants retenus (1)	8 - 30 ans
Matériels et outillages industriels	5 - 8 ans
Matériels de transport	5 - 8 ans
Agencements et aménagements mobiliers	6 - 10 ans
Matériel de bureau	3 - 6 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans

(1) Les différents composants retenus sont les suivants :

Structure plateforme et bâtiment	30 ans
Toiture	20 ans
Second oeuvre	10 ans
Chauffage / Climatisation / Electricité	10 ans
Enrobés et clôtures	8 ans

Le Groupe a retenu des valeurs résiduelles pour deux catégories d'immobilisations corporelles : les matériels de manutention et les matériels de transport. Ces actifs sont destinés à être remplacés au terme de leur durée d'utilité, mais conservent une valeur de marché.

Le mode d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont revues au moins à chaque fin de période annuelle.

Le cas échéant, l'incidence des modifications de ceux-ci est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.



Les gains et pertes de cessions d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le prix de cession à la valeur nette comptable.

Ils sont enregistrés au compte de résultat sur la ligne «autres produits et charges de l'exploitation courante» en ce qui concerne les gains ou pertes des cessions de matériels de l'exploitation courante ; sur la ligne «autres produits et charges opérationnels» en ce qui concerne les gains ou pertes des cessions d'ensembles immobiliers.

Dépréciation des actifs immobilisés hors financiers

Le Groupe réalise régulièrement des tests de dépréciation sur la valeur des actifs suivants : écarts d'acquisition, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles.

D'une manière générale, ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation. Le déclenchement d'un test de dépréciation est réalisé généralement lorsqu'un indice de perte de valeur est mis en évidence, notamment par une perte d'exploitation non conjoncturelle.

#### – Dépréciation des écarts d'acquisition

Les tests de dépréciation sont effectués au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Ces tests sont réalisés hors IFRS 16.

Pour réaliser ces tests, les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou à des groupements d'UGT.

Le Groupe répartit ses activités en 2 segments de reporting (bricolage et négoce), chaque segment regroupant plusieurs UGT. L'UGT correspond au site physique d'un magasin ou d'une agence ou d'un ensemble de magasins ou agences si ces derniers se situent sur une même zone géographique, et ne présentent pas de risque de compensation de perte de valeur. La méthode consiste à comparer la valeur nette comptable de l'UGT ou du groupe d'UGT, à laquelle l'écart d'acquisition est affecté, avec sa valeur recouvrable. Cette dernière correspond au montant le plus élevé entre d'une part, la valeur de marché diminuée des coûts de vente et d'autre

part, la valeur d'utilité qui est estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs reflétant la rentabilité attendue des actifs attachés à l'UGT ou au groupe d'UGT.

Si la valeur de marché n'est pas corroborée par des transactions récentes similaires, l'utilisation des projections actualisées des flux de trésorerie futurs est privilégiée pour déterminer la valeur recouvrable.

Les flux de trésorerie futurs sont déterminés hors frais financiers à partir des projections sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale. La valeur terminale est calculée à partir de la capitalisation à l'infini du dernier flux de trésorerie normalisé, basée sur un taux de croissance à long terme. Les flux de trésorerie sont actualisés sur la base du coût moyen pondéré du capital du Groupe, utilisé comme taux d'actualisation, et s'élevant à 8,05 % pour 2020 (8,10 % en 2019). Ces taux d'actualisation sont des taux après impôts appliqués à des flux de trésorerie après impôts.

Leur utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie non fiscalisés. Les hypothèses retenues en termes de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles. Le taux de croissance à long terme retenu s'élève à 1 % pour 2020 (identique en 2019).

Les dépréciations constatées sur les écarts d'acquisition revêtent un caractère irréversible et ne font donc pas l'objet d'une reprise.

Elles figurent sous la rubrique «Dotations aux provisions et dépréciations» du compte de résultat, en résultat opérationnel courant.

#### – Dépréciations des autres immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles

Les immobilisations incorporelles amortissables et les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation à tout moment au cours d'une période annuelle lorsqu'il existe un indice interne ou externe de perte de valeur.

Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service et pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable de ces

immobilisations fait également l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Le Groupe comptabilise une perte de valeur lorsque la valeur nette comptable des actifs excède leur valeur recouvrable. Les pertes et les reprises de perte de valeur sont comptabilisées en «Dotations aux provisions et dépréciations» et viennent affecter le résultat opérationnel courant, à l'exception des dépréciations relatives aux ensembles immobiliers qui sont enregistrées en «Autres produits et charges opérationnels».

#### Contrats de location

L'application rétrospective de la décision finale de l'IFRIC publiée en décembre 2019 relative à IFRS 16 a été mise en œuvre pour la première fois au 1<sup>er</sup> janvier 2019 (cf note 1).

#### Actifs destinés à être cédés

Conformément à la norme IFRS 5, «Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées», les actifs non courants destinés à être vendus sont les actifs qui seront réalisés au travers de leur cession et non de leur utilisation. Lors de leur classification, les actifs non courants destinés à être vendus sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession, une perte de valeur étant constatée le cas échéant. Ces actifs cessent d'être amortis.

#### Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur prix de revient réel ou de leur valeur nette de réalisation. Le prix de revient inclut les coûts d'acquisition et les autres coûts encourus pour amener le stock dans l'endroit et l'état où il se trouve.

Le prix de revient est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

#### Créances et dettes d'exploitation

Les créances clients, les dettes fournisseurs et les autres créances et dettes sont comptabilisées à la

valeur nominale compte tenu des échéances de paiement inférieures à trois mois.

Les créances clients font l'objet de dépréciations au cas par cas en fonction des risques encourus, et de l'évaluation des pertes attendues.

Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

#### Instruments financiers

##### a) Actifs financiers

La désignation et le classement des actifs financiers sont réalisés lors de la comptabilisation initiale et sont revus à chaque clôture.

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe comptabilise les actifs financiers à la date à laquelle le Groupe devient partie prenante dans les dispositions contractuelles de tels actifs financiers. Les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur majorée des coûts directs de transactions lorsque ces actifs ne sont pas classés en tant qu'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

A chaque clôture, le Groupe évalue s'il y a une indication objective de dépréciation. Par exemple, une baisse prolongée ou significative de la juste valeur en dessous du coût d'un actif financier est considérée comme un indicateur objectif de dépréciation.

Le Groupe gère plusieurs catégories d'instruments financiers, et leurs classements dépendent de la finalité de chaque acquisition.

Ces catégories sont détaillées comme suit :

- 1) Placements détenus jusqu'à leur échéance : il s'agit d'actifs financiers, autres que les instruments financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que le Groupe a la ferme intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont valorisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et dépréciés en cas de pertes de valeur en contrepartie du compte de résultat.
- 2) Prêts et créances : il s'agit d'actifs financiers, autres que les instruments financiers non dérivés, à paiements déterminés ou

déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ils sont dépréciés en cas de pertes de valeur en contrepartie du compte de résultat.

Cette catégorie inclut les créances d'exploitation, les dépôts et cautionnements ainsi que les prêts. Les créances clients, ayant une échéance de moins de 12 mois à la date d'arrêté des comptes, sont présentées en actifs courants sous la rubrique «clients et comptes rattachés».

Les créances sur participations, prêts et dépôts et cautionnements ayant une échéance de plus de 12 mois à la date d'arrêté des comptes sont présentés en actifs non courants sous la rubrique «autres actifs immobilisés».

- 3) Actifs financiers en juste valeur par résultat : il s'agit d'actifs financiers dont le Groupe a, dès l'origine, une intention de revente à court terme. Les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat sous la rubrique «autres produits et charges financiers» dans la période au cours desquelles elles interviennent. Cette catégorie regroupe les instruments dérivés de taux que le Groupe SAMSE utilise dans le but de couvrir les risques liés aux variations des taux d'intérêts qui peuvent intervenir dans le cadre des opérations courantes.
- 4) Actifs financiers disponibles à la vente : il s'agit des actifs financiers, autres que les instruments financiers dérivés, n'appartenant pas aux autres catégories. Cette catégorie inclut les participations dans des sociétés cotées ou non, autres que les participations dans les sociétés mises en équivalence et les joint-ventures, que la direction a l'intention de conserver à long terme. Ces participations sont classées en actifs financiers sous la rubrique «autres actifs financiers immobilisés».

Les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres dans la période au cours de laquelle elles interviennent, à l'exception des pertes de valeur relatives aux instruments de dettes.

Lorsque les actifs financiers disponibles à la vente sont vendus ou dépréciés, les ajustements cumulés de variations de juste valeur comptabilisés en capitaux propres sont transférés au compte de résultat. En cas d'appréciation ultérieure de la valeur

d'action classée en actifs disponibles à la vente, les pertes de valeur comptabilisées en résultat ne sont pas reprises en compte de résultat. En revanche, toute appréciation ultérieure de la valeur d'instruments de dettes classés parmi les actifs disponibles à la vente est comptabilisée en résultat.

Lorsque le Groupe est en droit de recevoir un paiement, les produits d'intérêts ou les dividendes liés aux instruments de capitaux propres sont enregistrés dans le compte de résultat à la rubrique «produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie».

#### b) Opérations de couverture

Les critères de comptabilité de couverture n'étant pas appliqués par le Groupe, les instruments financiers dérivés ne sont pas désignés comme instruments de couverture. Par conséquent, ils ne sont pas comptabilisés selon les principes de la comptabilité de couverture énoncés par IAS 39. Il s'agit de SWAP de taux relatifs à certains emprunts souscrits par le Groupe.

Les variations de juste valeur liées à ces instruments sont directement enregistrées en résultat financier (cf. note 17).

#### c) Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont évalués initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'opération. Par la suite, ils sont évalués à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, la différence entre le coût et la valeur de remboursement étant comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée de l'emprunt.

Les dettes financières à long terme comprennent la part des emprunts auprès des établissements de crédit et autres dettes financières diverses dont le terme est supérieur à un an.

Les dettes financières à court terme comprennent la part à court terme des emprunts auprès des établissements de crédit, des autres dettes financières ainsi que les concours bancaires et autres dettes à court terme.

#### d) Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des actifs et passifs financiers négociés sur un marché actif est déterminée par référence au cours de bourse à la date de clôture dans le cas d'instruments financiers cotés.

L'évaluation de la juste valeur des autres instruments financiers, actifs ou passifs, qui ne sont pas cotés sur un marché actif, est fondée sur différentes méthodes d'évaluation et hypothèses déterminées par le Groupe en fonction des conditions de marché existant à la date de clôture.

#### e) Décomptabilisation

Le Groupe décomptabilise les actifs financiers lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de ces actifs ont pris fin ou ont été transférés et lorsque le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété des actifs. Par ailleurs, si le Groupe ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété, les actifs financiers sont décomptabilisés dès lors que le contrôle n'est pas conservé.

Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque les obligations contractuelles sont levées, annulées ou éteintes.

#### f) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont constitués de valeurs mobilières de placement liquides, facilement convertibles et qui, à l'origine, ont une échéance inférieure ou égale à trois mois.

Les disponibilités comprennent les comptes bancaires et les soldes de caisse.

#### Actions propres

Les actions conservées sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. En cas de cession de ces titres totalement ou partiellement, le résultat de cession (avec l'impôt correspondant), est imputé directement dans les capitaux propres et ne contribue donc pas au résultat.

#### Provisions

Une provision pour risques ou charges est constituée lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers identifié dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable que cela se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie équivalente.

Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont constatées pour leur montant actualisé, c'est à dire la valeur actuelle des

dépenses attendues jugées nécessaires pour régler les obligations correspondantes.

Les variations des provisions enregistrées pour refléter les effets de l'écoulement du temps sont comptabilisées en produits financiers ou charges financières.

#### – Engagements de retraite et assimilés

Au sein du Groupe, les engagements de retraites regroupent les indemnités de fin de carrière du personnel en activité. Ils sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode tient compte d'hypothèses d'espérance de vie, du taux de rotation du personnel et de l'évolution des salaires. Une actualisation des sommes à verser et un coefficient d'actualisation financière des paiements futurs sont appliqués.

Les engagements sont intégralement provisionnés et correspondent exclusivement au régime de retraite à prestations définies localisé en France, comprenant les indemnités légales de départ à la retraite.

#### – Cartes de fidélité

Dans les magasins de bricolage, une remise future potentielle accordée au client est calculée sur la base de ses achats successifs.

Ces avantages sont comptabilisés en réduction des ventes, et éventuellement repris en cas d'annulation.

#### – Litiges

Les provisions pour litiges ont fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. Ces provisions concernent essentiellement des litiges matériels nés dans l'année.

#### – Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions pour risques et charges ont été constituées en fonction des risques connus à la date d'arrêt des comptes et des charges futures estimées.

#### Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires et les autres produits de l'activité sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Ils sont évalués nets des retours, remises et avantages commerciaux

consentis dès lors que les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des produits ont été transférés à l'acheteur ou que le service a été rendu. Le chiffre d'affaires comprend la vente de marchandises et diverses prestations liées à la vente, notamment le transport et le grutage.

Les ventes de marchandises ne comprennent pas d'obligations de performance particulières ou complexes, et les prestations complémentaires de transport proposées par le Groupe sont effectuées sur des durées très courtes. Le chiffre d'affaires inclut également des prestations réalisées envers des fournisseurs, et des opérations promotionnelles. Des détails complémentaires figurent en note 20 de l'annexe.

Les autres produits de l'activité comprennent divers produits de gestion courante.

#### Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant comprend l'ensemble des charges de l'exploitation courante y compris les dépréciations de l'actif immobilisé et les dépréciations des écarts d'acquisition directement liés à l'exploitation et affectés par UGT.

Les autres produits et charges de l'exploitation courante, dont notamment les éléments de cessions d'actifs qui entrent dans le cycle de l'exploitation courante à proprement parler, concourent également à la détermination du résultat opérationnel courant.

#### Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et charges autres que financiers, ainsi que les résultats de cessions d'actifs immobiliers et les éléments significatifs non récurrents.

#### Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels prennent en compte les plus et moins-values liées à la cession d'ensembles immobiliers et tout élément significatif et non récurrent qui fausserait la lecture du résultat opérationnel courant.

#### Frais d'acquisition

Les coûts liés à l'acquisition d'une entité sont constatés dans le coût des titres en cas de prise d'influence notable, en résultat dans le cas d'une prise de contrôle ou en capitaux propres dans le cas d'une acquisition d'intérêts minoritaires.

#### Résultat financier

Le résultat financier comprend les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie, le coût de l'endettement financier brut ainsi que divers charges et produits.

Les escomptes de règlements obtenus des fournisseurs ne figurent pas en résultat financier ; ils concourent à la détermination du coût d'achat net des marchandises.

#### Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice après déduction des actions conservées par le Groupe.

Le résultat dilué par action est calculé sur la même base de résultat net en prenant en compte dans le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs (notamment les plans d'options sur actions). La méthode utilisée est celle du rachat d'actions au prix de marché. Le prix de marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

#### Informations sectorielles

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de produits ou services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de produits et services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

L'activité du Groupe s'articule autour de deux pôles, le négoce de matériaux de construction et le bricolage sur un même secteur géographique, la France.

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles.

Ils comprennent les écarts d'acquisition attribuables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles du secteur. Ils n'incluent ni les impôts différés, ni les autres participations, créances et autres actifs financiers non courants.

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur, qui sont directement

attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs.

#### Contexte général de l'arrêté des comptes

Une vigilance accrue a été portée sur les éventuelles défaillances des clients dont l'insolvabilité est perceptible, et les retards de paiement font l'objet d'une surveillance toute particulière.

Le contexte économique a été pris en compte, notamment dans la détermination des prévisions utilisées pour les tests de dépréciation.

Le Groupe veille à respecter un équilibre entre ses ressources long terme et ses besoins d'investissements structurels.

La gestion de la trésorerie à court terme est accompagnée d'une surveillance accrue de la solvabilité de ses clients et d'une mise en œuvre de leviers d'amélioration du BFR.

Les facteurs de risque suivants ont été analysés afin de répondre aux Recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers :

- La valeur recouvrable des écarts d'acquisition et autres incorporels proche de la valeur nette comptable, a fait l'objet d'une attention toute particulière.
- Les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des actifs non courants dans le cadre des tests de dépréciation ont fait l'objet de tests de sensibilité. Les dépréciations nécessaires ont été prises en compte dans le résultat de l'exercice.
- Le risque clients a été revu et analysé à la clôture des comptes au 31 décembre 2020.
- Les actifs financiers figurant au bilan du Groupe ne présentent pas de risque significatif ; de même que les équivalents de trésorerie. Il n'y a aucun risque de liquidité en fin d'exercice.
- Le niveau des ratios liés aux covenants a été examiné. Aucune rupture de covenants n'est intervenue en fin d'exercice.

## Note 2 - Périmètre de consolidation et évolution au cours de l'année

### 2.1 - Détentions directes par la société mère

SOCIETES DETENUES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 31/12/2020		AU 31/12/2019		
			QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS	QP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	QP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS	
SAS LA BOITE A OUTILS	- 1 - SAMSE SA	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	99,81 %	99,81 %	99,80 %	99,80 %
SAS REMAT	- 2 - SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SA CHRISTAUD	- 3 - SAMSE SA	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	90,54 %	90,54 %	89,80 %	89,80 %
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	- 4 - SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS BTP DISTRIBUTION	- 5 - SAMSE SA		I.G	74,91 %	74,91 %	74,91 %	74,91 %
SAS M+ MATERIAUX	- 6 - SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS ETS RENE DE VEYLE	- 7 - SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SA DORAS	- 8 - SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS MAURIS BOIS	- 9 - SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SARL GET ELECTRIC	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SARL EPPS	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SARL SUD APPRO	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS LEADER CARRELAGES	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS BLANC MATERIAUX	SAMSE SA		I.G	77,50 %	77,50 %	77,50 %	77,50 %
SAS ZANON TRANSPORTS	SAMSE SA		I.G	75,00 %	75,00 %	75,00 %	75,00 %
SAS MAT APPRO	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI LA REGLE	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI H2O IMMO	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI LE BOURG	SAMSE SA		I.G	99,60 %	99,60 %	99,60 %	99,60 %
SCI CELESTIN CHASSIEU	SAMSE SA		I.G	99,00 %	99,00 %	99,00 %	99,00 %
SCI DU ROUSSILLON	SAMSE SA		I.G	99,00 %	99,00 %	99,00 %	99,00 %
SCI VALMAR	SAMSE SA		I.G	96,00 %	96,00 %	96,00 %	96,00 %
SCI DU VIEUX PORT	SAMSE SA		I.G	90,00 %	90,00 %	90,00 %	90,00 %
SCI BRANLY	SAMSE SA		I.G	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
SCI LES ARTISANS	SAMSE SA		I.G	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
SCI CHARPIEU	SAMSE SA		I.G	0,14 %	0,14 %	0,14 %	0,14 %
SAS DEGUERRY SAMSE	SAMSE SA		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS BOURG MATERIAUX	SAMSE SA		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SAS TARARE MATERIAUX	SAMSE SA		MEQ	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SAS MATERIAUX SIMC	SAMSE SA	Cession partielle	MEQ	44,60 %	44,60 %	44,77 %	44,77 %
SAS PLATTARD SAS	- 10 - SAMSE SA		MEQ	33,99 %	33,99 %	33,99 %	33,99 %
SAS DIDIER	SAMSE SA		MEQ	25,00 %	25,00 %	25,00 %	25,00 %

Légende : I.G - Intégration Globale - MEQ - Mise en Équivalence

## 2.2 - Détentions indirectes ou conjointes par les filiales

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE DANS LE GROUPE SAMSE	AU 31/12/2020		AU 31/12/2019	
				OP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	OP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	OP CAPITAL DETENU en % DE CONTRÔLE	OP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE
<b>- 1 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE LA BOITE A OUTILS</b>							
SAS EDB AUBENAS	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	70,00 %	69,87 %	70,00 %	69,86 %
SAS EDB FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	50,00 %	49,91 %	50,00 %	49,90 %
SAS COMPTOIR FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	50,00 %	49,91 %	50,00 %	49,90 %
SAS EDB NIMES	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	70,00 %	69,87 %	70,00 %	69,86 %
SAS EDB ARLES	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	70,00 %	69,87 %	70,00 %	69,86 %
SCI IMMOBILIERE DIJON	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00 %	99,81 %	100,00 %	99,80 %
SCI IMMOBILIERE MENNECY	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00 %	99,81 %	100,00 %	99,80 %
SCI IMMOBILIERE MOISERIE	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00 %	99,81 %	100,00 %	99,80 %
SCI IMMOBILIERE FONTAINE	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00 %	99,81 %	100,00 %	99,80 %
SCI OYO	SAS LA BOITE A OUTILS	Dissolution - Liquidation				50,02 %	49,92 %
SCI ENTREPOT NIMES	SAS LA BOITE A OUTILS	Cession partielle avec perte du contrôle	MEQ	40,00 %	39,92 %	50,00 %	49,90 %
SCI CHABER	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00 %	39,92 %	40,00 %	39,92 %
SCI ENTREPOT FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00 %	39,92 %	40,00 %	39,92 %
SAS RG BRICOLAGE	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	39,98 %	39,90 %	39,98 %	39,90 %
SCI LE CARREAU	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	20,00 %	19,96 %	20,00 %	19,96 %
<b>- 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE REMAT</b>							
SARL REMAT SERVICES	SA REMAT		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI CARREFOUR DE CHESNES	SA REMAT		I.G	69,88 %	69,88 %	69,88 %	69,88 %
<b>- 3 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE CHRISTAUD</b>							
SAS CELESTIN MATERIAUX	SA CHRISTAUD	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	98,16 %	88,87 %	96,76 %	86,89 %
SAS VAUDREY	SA CHRISTAUD	TUP dans la société CHRISTAUD avec effet au 1er janvier 2020				100,00 %	89,80 %
SAS BILLMAT	SA CHRISTAUD	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	100,00 %	90,54 %	65,00 %	58,37 %
SAS LE COMPTOIR	SAS CELESTIN MATERIAUX	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	100,00 %	88,87 %	80,00 %	71,84 %
<b>- 4 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE HENRY</b>							
SARL SCIERIE ET SECHOIRS DU DAUPHINE	SAS HENRY		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SARL DAUPHINOISE DE TRANSPORTS ET AFFRETEMENT	SAS HENRY		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SARL SCIERIE JOURDAN	SAS HENRY		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
<b>- 5 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE BTP DISTRIBUTION</b>							
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	SAS BTP DISTRIBUTION		I.G	100,00 %	74,91 %	100,00 %	74,91 %
SAS SOVAPRO	SAS BTP DISTRIBUTION	TUP dans la société BTP DISTRIBUTION avec effet au 1er janvier 2020				100,00 %	74,91 %
SAS SOVAPRO MHD	SAS BTP DISTRIBUTION	TUP dans la société BTP DISTRIBUTION avec effet au 1er janvier 2020				100,00 %	74,91 %
SCI BRANLY	SAS BTP DISTRIBUTION		I.G	40,00 %	29,96 %	40,00 %	29,96 %
SCI LES ARTISANS	SAS BTP DISTRIBUTION		I.G	40,00 %	29,96 %	40,00 %	29,96 %
<b>- 6 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE M+ MATERIAUX</b>							
SCI MINETTI	SAS M+ MATERIAUX		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %



SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE DANS LE GROUPE SAMSE	AU 31/12/2020		AU 31/12/2019	
				OP CAPITAL DETENU en % DE CONTROLE	OP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	OP CAPITAL DETENU en % DE CONTROLE	OP CAPITAL DETENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE
<b>- 7 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE RENE DE VEYLE</b>							
SCI DU ROUSSILLON	SAS RENE DE VEYLE		I.G	1,00 %	1,00 %	1,00 %	1,00 %
SCI VALMAR	SAS RENE DE VEYLE		I.G	4,00 %	4,00 %	4,00 %	4,00 %
SCI CHARPIEU	SAS RENE DE VEYLE		I.G	99,86 %	99,86 %	99,86 %	99,86 %
SCI VIEUX PORT	SAS RENE DE VEYLE		I.G	10,00 %	10,00 %	10,00 %	10,00 %
SCI CHASSIEU	SAS RENE DE VEYLE		I.G	1,00 %	1,00 %	1,00 %	1,00 %
SCI LE BOURG	SAS RENE DE VEYLE		I.G	0,40 %	0,40 %	0,40 %	0,40 %
<b>- 8 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE DORAS</b>							
SAS OUTIMAT B.T.P	SA DORAS	TUP dans la société DORAS avec effet au 1er janvier 2020				100,00 %	100,00 %
SAS ETS ROGER CLEAU	SA DORAS	Fusion absorption par la société DORAS - effet rétroactif au 1er janvier 2020				100,00 %	100,00 %
SAS CLAUDE MATERIAUX	SA DORAS	Fusion absorption par la société DORAS - effet rétroactif au 1er janvier 2020				100,00 %	100,00 %
SARL FAVERET	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS MENUISERIE RENOVATION	SC DU CLOS BIZOT		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS SOCOBOIS	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS ETS MARTIN	SA DORAS	TUP dans la société DORAS avec effet au 1er janvier 2020				100,00 %	100,00 %
SPRL BELPARMAT	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI DES MINES	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI DE LA BOUDEAUDE	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI IMMODOR	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI JURADOR	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI DES ESSARDS	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI DES ABATTOIRS	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI TETE AU LOUP	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI LA JONCTION	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI MONBOUTOT LA TOUR	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI LE PETIT FORT	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI SAINT GEORGES	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI GUILLEMIER	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI LE PETIT BOUREY	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI POUSSON COSNE	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SCI LOUIS PERGAUD	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SC DU CLOS BIZOT	SA DORAS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SA DIJON BETON	SA DORAS		MEQ	23,30 %	23,30 %	23,30 %	23,30 %
SCI ESPACE +	SA DORAS		MEQ	20,00 %	20,00 %	20,00 %	20,00 %
<b>- 9 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE MAURIS BOIS</b>							
SAS LOIRE MATERIAUX	SAS MAURIS BOIS		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

## 2.3 - Sociétés détenues par les groupes intégrés par mise en équivalence

SOCIÉTÉS DÉTENUES	SOCIÉTÉS DÉTENTRICES	ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE	MÉTHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 31/12/2020		AU 31/12/2019	
				OP CAPITAL DÉTENU en % DE CONTRÔLE	OP CAPITAL DÉTENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE	OP CAPITAL DÉTENU en % DE CONTRÔLE	OP CAPITAL DÉTENU en % D'INTERETS DANS LE GROUPE SAMSE
				DANS LE GROUPE MEO			
<b>-10-PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE PLATTARD</b>							
SAS PLATTARD CARRELAGES	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS PLATTARD NEGOCE	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS PLATTARD BETON	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS PLATTARD INDUSTRIES	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS PLATTARD GRANULATS	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS SOREAL	SAS PLATTARD GRANULATS		I.G	96,10 %	96,10 %	96,10 %	96,10 %
SAS OLLIER BOIS	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS THIMONIER TRANSPORTS	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS CHUZEVILLE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	75,00 %	75,00 %	75,00 %	75,00 %
SCI ODETTE	SAS PLATTARD		I.G	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
SAS APM	SAS PLATTARD		MEO	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SAS BOURG MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEO	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SAS TARARE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEO	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SARL ALBON PREFA	SAS PLATTARD INDUSTRIES		MEO	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
ANCYCLA ( EX BEAUJOLAISE DE RECYCLAGE )	SAS PLATTARD GRANULATS		MEO	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SARL DDM	SAS PLATTARD GRANULATS		MEO	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
SAS ETABLISSEMENTS DARGAUD	SAS PLATTARD		MEO	34,43 %	34,43 %	34,43 %	34,43 %
SAS DP GRANULATS	SAS PLATTARD GRANULATS		MEO	32,50 %	32,50 %	32,50 %	32,50 %

## 2.4 - Evolution du périmètre de consolidation au cours de l'année 2020

Acquisitions d'intérêts minoritaires					
Sociétés	Date	Activité	Evolution du %	% de détention au 31/12/2020	Société détentrice
SAS CELESTIN MATERIAUX	14/01/2020	Négoce	1,40	98,16	SA CHRISTAUD
SA CHRISTAUD	23/11/2020	Négoce	0,74	90,54	SA SAMSE
SAS LE COMPTOIR	06/07/2020	Négoce	20,00	100,00	SAS CELESTIN MATERIAUX
SAS BILLMAT	30/09/2020	Négoce	35,00	100,00	SA CHRISTAUD
SAS LA BOITE A OUTILS	05/11/2020	Bricolage	0,01	99,81	SA SAMSE

Opérations de restructuration interne par voie de fusion absorption			
Sociétés	Date effective	Activité	Société absorbante
SAS VAUDREY	01/01/2020	Négoce	SA CHRISTAUD
SAS SOVAPRO	01/01/2020	Négoce	SAS BTP DISTRIBUTION
SAS SOVAPRO MHD	01/01/2020	Négoce	SAS BTP DISTRIBUTION
SAS OUTIMAT B.T.P	01/01/2020	Négoce	SA DORAS
SAS ETS ROGER CLEAU	01/01/2020	Négoce	SA DORAS
SAS CLAUDE MATERIAUX	01/01/2020	Négoce	SA DORAS
SAS ETS MARTIN	01/01/2020	Négoce	SA DORAS

Pertes de contrôle					
Sociétés	Date effective	Activité	Evolution du %	% de détention	Société détentrice
SCI ENTREPOT NIMES	25/05/2020	Bricolage	-10,00	40,00	SAS LA BOITE A OUTILS

Sorties du périmètre par voie de dissolution - liquidation					
Sociétés	Date effective	Activité	Société détentrice		
SCI OYO	28/12/2020	Bricolage	SAS LA BOITE A OUTILS		

Informations complémentaires :

Les mouvements de périmètre qui affectent les sous-groupes consolidés par mise en équivalence ne sont pas traités dans l'évolution du périmètre de consolidation.

Ces mouvements concernent la société SAS PLATTARD.

L'information figure cependant dans la page précédente, dans la colonne intitulée «évènements de l'année».

Les comptes consolidés du Groupe SAMSE, établis au 31 décembre 2020, regroupent les comptes des sociétés mentionnées ci-dessus et peuvent se résumer ainsi :

	Au 31/12/2020		Au 31/12/2019	
	France	Etranger	France	Etranger
Nombre de sociétés		(1)		(1)
Société mère et sociétés consolidées par intégration globale	69	1	76	1
Sociétés consolidées par mise en équivalence	13		12	
sous - total	82	1	88	1
<b>TOTAL</b>	<b>83</b>		<b>89</b>	

(1) Société belge (BELPARMAT) détenue par la SAS DORAS. Société sans activité commerciale, non significative au niveau du Groupe SAMSE.

## 2.5 - Evènements postérieurs à la clôture des comptes

- Les sociétés LEADER CARRELAGES, REMAT et DEGUERRY SAMSE ont été absorbées par SAMSE, par voie de TUP (Transmission Universelle de Patrimoine), avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021.
- La société LE COMPTOIR a été absorbée par CELESTIN MATERIAUX et SCIERIE JOURDAN par ETS PIERRE HENRY ET FILS, par voie de TUP également, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021.

## 2.6 - Principaux contributeurs significatifs du Groupe (+ de 10 % du chiffre d'affaires)

Valeurs nettes consolidées	Au 31 décembre 2020					Total consolidé
	SAMSE	LA BOITE A OUTILS	DORAS	M+ MATERIAUX	Autres filiales	
Actifs non courants (y compris les écarts d'acquisition)	141 295	86 701	58 848	64 297	193 134	544 275
Endettement financier hors Groupe	148 165	46 146	55 953	48 898	65 168	364 330
Trésorerie au bilan	86 362	10 070	19 560	8 560	16 706	141 258
Flux de trésorerie liés à l'activité	37 341	36 345	18 196	17 676	32 366	141 924
Dividendes versés dans l'exercice et revenant à la société cotée SAMSE		6 722	820		5 321	12 863

## Note 3 – aux normes IFRS

En application du Règlement Européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, le Groupe SAMSE a établi ses états financiers consolidés à compter de l'exercice 2005 conformément aux Normes comptables internationales applicables au 31 décembre 2005, avec un comparatif au titre de l'exercice 2004.

La date du 1<sup>er</sup> janvier 2004 ayant été retenue comme date de transition, les retraitements liés aux Normes IFRS ont été effectués comme si elles avaient toujours été appliquées.

Conformément à la Norme IFRS 1, les exemptions facultatives suivantes ont été retenues :

### IFRS 3 Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2004 n'ont pas été retraités.

### IAS 16 Immobilisations corporelles

Le Groupe n'a pas retenu la Juste Valeur en tant que coût présumé et a opté pour la méthode du coût historique amorti.

### IFRS 2 Paiements en actions et assimilés

Le Groupe a choisi d'appliquer cette Norme aux plans de stock-options émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

### IAS 32/39 Instruments financiers

Le Groupe a appliqué cette Norme à compter de l'exercice 2005. Cependant, les titres d'auto-contrôle ont été retraités en diminution des capitaux propres.

Les retraitements IFRS pris en compte à la date de transition et détaillés dans les différentes notes du présent document sont les suivants :

IAS 1 Les états financiers ont été établis selon cette Norme qui modifie sensiblement la présentation générale des comptes.

IAS 2 Les stocks de marchandises étaient déjà évalués selon la méthode du coût moyen pondéré. Le Groupe inclut désormais dans le coût d'acquisition les frais d'escomptes obtenus pour paiement comptant.

IAS 12 Les impôts différés ont été pris en compte sur les ajustements réalisés à l'actif et au passif, selon les critères définis par cette Norme.

IAS 16 Les immobilisations corporelles ont été retraitées selon la méthode du coût historique amorti.

IAS 17 Les contrats en vigueur dans le Groupe sont des contrats de location simple, à l'exception des contrats de location-financement (leasing immobilier) qui étaient déjà retraités dans les comptes consolidés en normes françaises.

IAS 18 Le chiffre d'affaires du Groupe n'a pas été impacté par le changement de norme.

IAS 19 Les engagements de retraite (IFC) sont pris en compte depuis l'exercice 1999. Les médailles du travail sont comptabilisées depuis l'exercice 2004.

IFRS 3 / IAS 36 Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

IAS 38 Les fonds commerciaux ont été reclassés en écarts d'acquisition.

Les tests de perte de valeur ont été réalisés au niveau de chaque U.G.T (Unités Génératrices de Trésorerie).

Un Goodwill négatif a été retraité en résultat.

IAS 40 Les immeubles de placement ont été retraités au coût historique amorti.

## Note 4 – Ecart d'acquisition

### 4.1 - Evolution des écarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	Écart d'acquisition
Valeur brute	
à l'ouverture de l'exercice	68 017
Augmentations / Acquisitions	
Diminutions / Sorties	
à la clôture de l'exercice	68 017
Dépréciations	
à l'ouverture de l'exercice	22 992
Dépréciations / pertes de valeur	2 361
à la clôture de l'exercice	25 353
Valeur nette	
à l'ouverture de l'exercice	45 025
à la clôture de l'exercice	42 664

## 4.2 - Détail des écarts d'acquisition à l'ouverture et à la clôture de l'exercice

	A l'ouverture	Mouvements				A la clôture
		Augmentations acquisitions	Diminutions sorties	Dépréciations	Virements	
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	12 918					12 918
SA DORAS	6 728			321		6 407
SAS M+ MATERIAUX	4 286					4 286
SAS DEDB	2 722			1 000		1 722
SAS ZANON TRANSPORTS	2 286					2 286
SAS ETS ROGER CLEAU	1 617			500		1 117
SA SAM	1 433					1 433
SAS GAMAG	1 320					1 320
SAS TS HABITAT	1 300					1 300
SAS BILLMAT	719			155		564
SAS LA BOITE A OUTILS	706					706
SA BENET	669					669
SAS LEADER CARRELAGES	633			90		543
CO DI PLAST	619					619
RUDIGOZ	577					577
SAS SOCOBOIS	536					536
PLOTON	523					523
SOVAPRO & SOVAPRO MHD	494					494
SAS DEGUERRY	442					442
SA ROCH MATERIAUX	385					385
SAS BLANC MATERIAUX	340					340
CSI MATERIAUX	282					282
SAS TC-HP	237					237
SAS CLAUDE MATERIAUX	230			100		130
LASSERE	229			40		189
SAS EXPOTEO	204					204
SAS MATERIAUX DES ALPES	182					182
SARL LECHENNE	176					176
SAS ENTREPÔT DU BRICOLAGE FROMENT	176					176
SA FRANCHEVILLE MATERIAUX	169					169
SARL ISO-NEG	167					167
SAS FOREZ MAT	161					161
ORNANS	149			45		104
SAS MAURIS BOIS	149					149
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	145					145
SAS SGAC	132			70		62
SA BRICO ALES	132					132
MOTTY	110					110
SAS LOIRE MATERIAUX	97					97
SAS REMAT	67			40		27
SAS LE COMPTOIR	0					0
AUTRES, INDIVIDUELLEMENT NON SIGNIFICATIFS	578					578
Total	45 025	—	—	2 361	—	42 664

Dépréciations des écarts d'acquisition constatées (en K€)		
Année	Montants	en % des écarts d'acquisition
Antérieures		
à 2011	10 730	
2011	783	1,60 %
2012	1 495	3,09 %
2013	1 086	2,38 %
2014	2 053	4,38 %
2015	1 685	3,66 %
2016	2 085	4,68 %
2017	1 080	2,52 %
2018	525	1,15 %
2019	1 470	3,26 %
2020	2 361	5,53 %

### Pertes de valeur

L'UGT (Unité Génératrice de Trésorerie) est définie dans le Groupe SAMSE, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des flux de trésorerie (cash-flow) indépendants des flux de trésorerie générés par les autres actifs ou groupes d'actifs.

- La réflexion sur la détermination des UGT a été alimentée par l'examen des critères suivants :
- Existence ou non d'un marché actif,
- Importance des relations de dépendance économique entre les différentes unités,
- Découpage opérationnel : manière dont le management organise son reporting,
- Découpage stratégique : manière dont le management prend ses décisions de poursuite ou d'abandon d'activités.

L'implantation des sites répond parfois à plusieurs de ces critères.

Le critère déterminant qui a été retenu est le découpage opérationnel. Ainsi, l'UGT retenue est devenue le site physique (notion d'agence ou de magasin).

Cependant, il existe quelques exceptions pour des sites répondant à un découpage stratégique sur des marchés peu actifs.

Dans ce cas, l'UGT retenue est un ensemble de deux agences, interdépendantes économiquement. Cela concerne 19 couples de 2 sites physiques sur 294 UGT.

Les écarts d'acquisition concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence sont classés dans le poste du bilan « Titres mis en équivalence ».

Les écarts d'acquisition au 31 décembre 2020 se répartissent par secteur d'activité sur un même secteur géographique (la France) comme suit :

Négoce	38 391
Bricolage	4 273

Les écarts d'acquisition sont affectés par unité ou groupe d'unités génératrices de trésorerie.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une description détaillée par entité juridique (cf. tableau ci-dessus).

Sur l'ensemble des écarts d'acquisition, UGT par UGT, c'est l'UGT de la société HENRY sur le site de Saint Hilaire du Rosier qui représente le montant le plus important, soit 30 % du montant total des écarts d'acquisition.

Il faut noter également que l'écart d'acquisition concernant DORAS correspond à un ensemble de 51 UGT.

Les tests de dépréciation réalisés sur les UGT (comprenant les écarts d'acquisition affectés) sont basés sur la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de vente, il est fait référence aux transactions comparables, en considérant le résultat des transactions récentes portant sur des actifs similaires dans le même secteur d'activité.

La valorisation repose notamment sur des multiples d'agrégats comptables (chiffre d'affaires et résultat d'exploitation).

Si la juste valeur diminuée des coûts de vente n'est pas corroborée par des transactions comparables, il est alors procédé au calcul de la valeur d'utilité estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs. Des précisions sur la méthode de calcul sont fournies en note 1 - principes comptables - rubrique : dépréciation des écarts d'acquisition.

Sur la base de cette méthode, la valeur recouvrable de chaque UGT à laquelle est affectée une quote-part de la valeur comptable des écarts d'acquisition, fait l'objet d'une analyse permettant de détecter si la valeur d'utilité de l'UGT n'est pas inférieure à la valeur nette comptable de ses actifs.



Cette analyse a conduit à comptabiliser des dépréciations sur les écarts d'acquisition de 15 UGT pour un montant global de 2 361 milliers d'euros.

L'analyse de sensibilité, consistant à faire varier raisonnablement les paramètres du test, n'a pas conduit à changer la conclusion de celui-ci.

Le Groupe tient compte également du contexte économique de chaque clôture et a retenu pour

2020 des hypothèses opérationnelles pertinentes et mesurées.

Ces hypothèses reposent sur l'expérience du management et la mise en place rigoureuse de plans d'actions portant sur les taux de marge et sur le développement du chiffre d'affaires.

#### VENTILATION DES ECARTS D'ACQUISITION

	Valeurs nettes
Négoce	
UGT HENRY (Saint Hilaire du Rosier)	12 918
UGT ZANON TRANSPORTS	2 286
UGT DORAS DIJON	1 581
Autres UGT sans écarts d'acquisition individuellement significatifs	21 606
Bricolage	
Ensemble des UGT	4 273
<b>TOTAL</b>	<b>42 664</b>

## Note 5 – Autres immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Marques	Logiciels progiciels	Autres	Total
Valeur brute				
à l'ouverture de l'exercice	392	23 390	679	24 461
Augmentations / Acquisitions		740		740
Diminutions / Sorties		53		53
Mouvements de périmètre	Entrées			—
Mouvements de périmètre	Sorties			
Virements		546		546
à la clôture de l'exercice	392	24 623	679	25 694
Amortissements / Dépréciations				
à l'ouverture de l'exercice	—	20 077	519	20 596
Dotations aux amortissements		1 753		1 753
Dépréciations / pertes de valeur				
Reprises de dépréciations / pertes de valeur				
Diminutions / cessions		53		53
Mouvements de périmètre	Entrées			—
Mouvements de périmètre	Sorties			
Virements		-5		-5
à la clôture de l'exercice	—	21 772	519	22 291
Valeur nette				
à l'ouverture de l'exercice	392	3 313	160	3 865
à la clôture de l'exercice	392	2 851	160	3 403

## Note 6 – Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Ensembles immobiliers	Droits d'utilisation locations immobilières IFRS 16	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Droits d'utilisation autres immobilisations IFRS 16	En cours, avances et acomptes	Total
<b>Valeur brute</b>							
à l'ouverture de l'exercice	420 719	144 501	54 173	168 804	10 027	20 266	818 490
IFRS 16 - impact de première application							0
Augmentations / Acquisitions	10 860	40 411	4 236	9 235	4 338	6 565	75 645
Diminutions / Sorties	37 703	1 042	2 966	4 809	1 921	1	48 442
Mouvements de périmètre							0
Mouvements de périmètre	Entrées						
Mouvements de périmètre	Sorties	10 163				2 202	12 365
Virements	9 479		1 060	5 329	74	-17 607	-1 665
à la clôture de l'exercice	393 192	183 870	56 503	178 559	12 518	7 021	831 663
<b>Amortissements / Dépréciations</b>							
à l'ouverture de l'exercice	214 768	14 212	35 709	121 448	3 544	0	389 681
Dotations aux amortissements	13 221	15 085	4 309	13 589	4 071		50 275
Dépréciations / pertes de valeur	2 452			304			2 756
Reprises de dépréciations / pertes de valeur	58			123			181
Diminutions / cessions	11 787	394	2 767	4 530	1 624		21 102
Mouvements de périmètre							0
Mouvements de périmètre	Entrées						
Mouvements de périmètre	Sorties	104					104
Virements	115		33	-164	18		2
à la clôture de l'exercice	218 607	28 903	37 284	130 524	6 009	0	421 327
<b>Valeur nette</b>							
à l'ouverture de l'exercice	205 951	130 289	18 464	47 356	6 483	20 266	428 809
à la clôture de l'exercice	(1) 174 585	154 967	19 219	48 035	6 509	7 021	410 336

(1) dont 3 379 milliers d'euros d'actifs immobiliers destinés à la vente (1 450 milliers d'euros au 31 décembre 2019). Ces actifs figurent sur l'état de la situation financière consolidée au niveau de la ligne «Actifs classés comme détenus en vue de la vente».

Les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'une analyse approfondie quant à la détermination d'éventuelles pertes de valeur qui auraient pu apparaître au cours de l'année 2020.

En ce qui concerne les ensembles immobiliers, qui représentent 70,2 % des immobilisations corporelles nettes hors IFRS 16, le Groupe a mis en œuvre une démarche identifier tout indice de perte de valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur sur cette catégorie d'actif, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur actuelle.

A titre de règle pratique, le Groupe détermine la valeur vénale ; cette valeur représente le montant qui pourrait être obtenu à la date de clôture ou à une autre date prédéterminée de la vente d'un actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

Au 31 décembre 2020, des dépréciations pour pertes de valeur ont été constatées pour un montant total de 2 452 milliers d'euros.

Conformément à IFRS 5, le Groupe a présenté les actifs destinés à être cédés sur une ligne distincte de l'état de la situation financière. Il s'agit de deux ensembles immobiliers dont la cession se réalisera à court terme.

## 6.1 - Écarts de première consolidation affectés

Les valeurs du bilan comprennent les écarts de première consolidation affectés selon détail ci-dessous :

	Valeur brute au 01/01/2020	Valeur nette au 01/01/2020	Entrées dans le périmètre	Sorties du périmètre	Cessions	Valeur brute au 31/12/2020	Valeur nette au 31/12/2020
Terrains	7 320	7 116			2 087	5 233	5 029
Constructions	13 563	2 882			41	13 522	2 364
<b>Total</b>	<b>20 883</b>	<b>9 998</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 128</b>	<b>18 755</b>	<b>7 393</b>

## 6.2.a - Contrats de location financement (crédit-bail immobilier)

	Terrains	Constructions	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	1 493	16 141	17 634
Augmentations / Acquisitions			
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre			
à la clôture de l'exercice	1 493	16 141	17 634
Amortissements			
à l'ouverture de l'exercice	0	12 426	12 426
Dotations aux amortissements		406	406
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre			
à la clôture de l'exercice	0	12 832	12 832
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	1 493	3 715	5 208
à la clôture de l'exercice	1 493	3 309	4 802

### 6.2.b - Contrats de location financement (crédit-bail mobilier)

	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	353	3 164	3 517
Augmentations / Acquisitions		114	114
Diminutions / Sorties	25	559	584
Mouvements de périmètre			0
à la clôture de l'exercice	328	2 719	3 047
Amortissements			
à l'ouverture de l'exercice	230	1 966	2 196
Dotations aux amortissements	36	279	315
Diminutions / Sorties	25	470	495
Mouvements de périmètre			0
à la clôture de l'exercice	241	1 775	2 016
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	123	1 198	1 321
à la clôture de l'exercice	87	944	1 031

### 6.3.a - Information sur la dette de crédit-bail immobilier

	2020	2019
Valeur résiduelle de la dette à la clôture de l'exercice	358	412
Echéancier de la dette résiduelle à la clôture de l'exercice :		
Moins d'un an	57	54
De 2 à 5 ans	264	249
Plus de 5 ans	37	109
	358	412

### 6.3.b - Information sur la dette de crédit-bail mobilier

	2020	2019
Valeur résiduelle de la dette à la clôture de l'exercice	579	829
Echéancier de la dette résiduelle à la clôture de l'exercice :		
Moins d'un an	258	308
De 2 à 5 ans	321	521
	579	829

### 6.4 - Infrastructures d'exploitation (Terrains et Constructions)

Les infrastructures d'exploitation se répartissent comme suit :

(les infrastructures d'exploitation des sociétés mises en équivalence ne sont pas prises en compte)

### Infrastructures d'exploitation du Groupe SAMSE

AGENCES DENEGOCE							
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à constructon	superficie en m <sup>2</sup>
SA SAMSE							
Aix les Bains	9 766	Gap	33 004	Alès	15 246	Cluses	19 239
Albertville	23 972	Meximieux	56 216	Annonay	17 907	Embrun	13 039
Annemasse	1 123	Modane	4 870	Bernis	11 329	Joyeuse	6 228
Aubenas	24 904	Saint Martin d'Hères	35 961	Cornillon	15 087	Vienne	16 820
Barcelonnette	15 829	Veynes	9 051	Crolles	7 198		
Bellegarde	12 014			Echirolles (CAREO)	3 000		
Bourg d'Oisans	8 209			Gap (CAREO)	2 200		
Bourg Saint Maurice	11 689			Guillestre	12 000		
Briançon	16 552			La Grand Combe	5 700		
Chambéry	4 968			Lans en Vercors	4 500		
Château Arnoux	4 606			Le Pont de	15 122		
Corbas	22 416			Margencel	12 537		
Digne	19 845			Monistrol	8 046		
Digne (CAREO)	3 910			Montpezat	4 015		
La Motte Servolex	14 817			Nozières	18 085		
La Mure	10 000			Pontcharra	10 000		
La Tour de Salvagny	15 946			Saint Ambroix	15 691		
La Tour du Pin	15 307			Saint Firmin	5 891		
Largentière	7 818			Saint Priest	19 335		
Le Pouzin	10 080			Saint Etienne	14 431		
Lyon	4 114			Sury Le Comtal	6 762		
Moirans	18 657			Tassin la demi lune	4 214		
Montélimar	17 519			Vallon Pont d'Arc	4 558		
Moutiers	6 908						
Privas	8 115						
Pusignan	10 618						
Ruoms	8 635						
Saint Etienne de Saint Geoirs	10 063						
Saint Forgeux	6 830						
Saint Genis Laval	24 454						
Saint Genis Pouilly	16 898						
Saint Jean de Maurienne	9 029						
Saint Julien en Genevois	10 671						
Saint Marcellin	12 358						
Saint Pierre d'Albigny	9 335						
Saint Quentin Fallavier	20 000						
Saint Savin	16 881						
Sallanches	8 775						
Seyne les Alpes	5 207						
Sillingy	31 474						
Sisteron	20 820						
Valence	24 738						
Vif	8 000						
Ville la Grand	19 074						

- \* Propriété : tènement immobilier dont le Groupe est propriétaire (tènements figurant dans ses actifs)  
Tènement mixte : immobilier dont une partie est propriété du Groupe, le reste appartient à un propriétaire externe et fait l'objet d'un bail commercial ou bail à construction  
Location simple : tènement immobilier appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail commercial  
Bail à construction : tènement immobilier appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail à construction  
Les superficies exprimées correspondent à la superficie globale des terrains

### Infrastructures d'exploitation du Groupe SAMSE

AGENCES D'ENNEGOCE					
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SAS BLANC MATERIAUX</b>					
		Annot	3 158	Colmars les Alpes	14 925
				La Mure Argens	3 732
<b>SAS LOIRE MATERIAUX</b>					
Meyzieu	18 669			Montélimar	6 200
Sorbiers	21 307				
<b>SAS LE COMPTOIR</b>					
				Castelculier	7 242
				Montauban	4 584
				Villeneuve sur Lot	3 909
<b>SA CHRISTAUD</b>					
Aubenas	1 355			Clermont Ferrand	3 222
Beaumont les Valence	8 244			Ambarés et Lagrave	3 724
Bourgoin Jallieu	750			Gap	500
Echirolles	8 618			Lagny sur Marne	2 004
Vogllans	4 000			Montauban	402
				Pusignan	2 520
				Saint Léonard	3 890
				St Germain Laprade	1 980
				Tours	2 000
<b>SAS BILLMAT</b>					
Coutances	7 812			Colombelles	5 615
				Graces	4 455
				Grand Couronne	960
				St Jacques de la	18 061
				Vire	4 571
<b>SAS CELESTIN MATERIAUX</b>					
Bourgoin Jallieu	8 628	Pierrelatte	8 800	Aubenas	3 739
Chassieu	5 615			Beaumont les Valence	4 764
Irigny	6 275			La Talaudière	5 000
				Nimes	3 645
				Pusignan	8 010
				Vienne	3 010
				Vinsobres	10 600
<b>SAS BTP DISTRIBUTION</b>					
Fegersheim	11 531			Dannemarie sur Crete	2 852
Haguenau	26 420			Etupes	5 700
Richwiller	16 469			Le Bélieu	3 316
Woustviller	14 975			Talange- Hagondange	500
<b>SAS MAURIS BOIS</b>					
Argonay	59 802	Seyssins	16 977	Briançon	4 066
Valence	8 236				
Voiron	5 797				
<b>SAS REMAT</b>					
				Saint Jean de Moirans	10 151
<b>SARL REMAT SERVICES</b>					
				Saint Jean de Moirans	100
<b>SAS LEADER CARRELAGES</b>					
				Meythet	2 392

## Infrastructures d'exploitation du Groupe SAMSE

AGENCES D'ENEGOCE							
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tenement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>22</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SA DORAS</b>							
Arbois	13 736	Crottet	10 173	Baume les Dames	3 062	Nevers ionction	3 063
Arcy sur Cure	7 003	Fain les Montbard	12 430	Beaune	23 549		
Besancon	16 300			Bourq en Bresse	4 409		
Bourbon Lancy	9 572			Boz	9 969		
Béthoncourt	12 548			Brethenay	5 658		
Chalindrev	6 206			Chenôve 208	7 373		
Chenôve	33 030			Chenôve 6	42 250		
Ciel	9 344			Châlon sur Saone	5 154		
Clunv	9 845			Dion	11 970		
Corbigny	9 700			Dion Dr Quignard	14 924		
Cosne sur Loire	8 547			Luxeuil (Caréo)	3 450		
Decize	7 596			Montceau les Mines	400		
Delle	8 000			Neuilly l'Evêque	4 110		
Dole	17 000			Nuits Saint Georges	10 124		
Dracy le Fort	42 335			Ormans	6 019		
Gevrey Chambertin	21 205			Polisot	5 017		
Gueugnon	7 698			Remiremont	10 352		
Is sur Tille	14 162			Rioz	10 457		
Joinv	7 588			Saint Dizier	10 614		
Lançres	11 473			Saint Marcel	24 130		
Le Creusot	9 054			Saint Thibault	5 213		
Lons le Saunier	17 430			Saint Usage	11 208		
Macon	12 468			Saulieu	5 940		
Montceau les Mines	20 238			Toucy	11 828		
Moulins Enqilbert	5 779						
Nevers Saint Eloi	30 466						
Paray le Monial	10 000						
Pont sur Yonne	6 467						
Pontarlier	15 214						
Saint Satur	5 612						
Sainte Colombe sur Seine	10 554						
Semur en Auxois	11 507						
Seurre	6 900						
Torcv le Grand	5 619						
Vesoul	10 286						
Villegusien le Lac	11 323						
<b>SAS SOCOBOIS</b>							
				Rosières-près-Troyes	38 622		
<b>SAS M+ MATERIAUX</b>							
Aqde	7 956	Hossegor	3 405	Aqen	13 869		
Beraerac	15 000	Sarlat	23 981	Alès	9 046		
Carcassonne	6 324			Arzelès	5 688		
Castelginest (Socobois)	32 424			Aureilhan	5 195		
Castres	7 819			Baillarques	15 179		
Claira	11 510			Baillarques PPI	7 100		
Conqénies	7 296			Brive	14 173		
Le Buisson de Cadouin	12 285			Béziers	10 550		
Pevriac-Minervois	4 413			Canhoes	4 000		
Saint Loubes	7 717			Castanet Tolosan	9 264		
Saint Jean d'Ilac	12 310			Castelginest	8 000		
Villeneuve s/ Lot (Allez)	20 091			Colombiers	4 000		
				Colombiers 2	3 300		
				Cornebarrieu	10 977		
				Dax	4 800		
				Fenouillet	6 722		
				Floirac	3 790		
				Frontignan	4 666		
				Lézignan-Corbières	8 978		
				Mauauio 2	2 028		
				Montauban	12 620		
				Montpellier	7 915		
				Montredon-des- Corbières	12 587		
				Mouquerre	7 015		
				Mérignac charpente	8 591		
				Mérignac PPI	2 050		
				Naves (Tulle)	7 510		
				Nîmes	8 750		
				Paulhan	5 218		
				Perpignan (Caréo)	1 101		
				Perpignan REH	1 900		
				Portet sur Garonne	7 309		
				Pérlqueux	13 620		
				Ria	6 736		
				Rodez	6 622		
				Roques	6 500		
				Saillaçouse	1 500		
				Saint Alban	3 898		
				Salles	9 068		



## Infrastructures d'exploitation du Groupe SAMSE

MAGASINS DE BRICOLAGE							
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SAS LA BOITE A OUTILS</b>							
Annecy (Seynod)	17 203	Bassens	23 400	Alès	16 702	Albertville	8 900
Annemasse	14 276	Décines	9 498	Aubenas	14 245		
Arles	20 000	Saint Jean de Moirans	31 059	Dijon	19 423		
Briançon	10 008			Drumettaz	9 000		
Château-Thierry	16 016			Gap	8 029		
Echirolles	23 543			La Tour du Pin	12 429		
L'Isle d'Abeau	11 910			Le Pont de Beauvoisin	8 769		
Le Creusot	11 184			Margencef	13 346		
Mennecy	24 760			Montélimar	15 383		
Narbonne	15 880			Privas	944		
Nîmes	18 136			Remiremont	9 002		
Saint Julien en Genevois	2 285			Romans	8 000		
Saint Martin d'Hères	14 146			Saint Jean de Maurienne	11 278		
Sallanches	6 156			Thonon	9 138		
Thyez	17 816						
<b>UNITES LOGISTIQUES</b>							
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SA SAMSE</b>							
Brézins	107 759			Viriville	8 329		
<b>SAS LA BOITE A OUTILS</b>							
Brézins	11 400						
<b>SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS</b>							
				Saint Hilaire du Rozier	37 620		
				Vinay/Beaulieu	23 363		
<b>SA CHRISTAUD</b>							
Brezins (ex LOG-EAU)	700						
<b>SARL TRANSPORTS SCHWARTZ</b>							
				Haguenau	1 000		
<b>SARL SUD APPRO</b>							
				Potelières	2 100		
<b>ATELIERS</b>							
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SARL GET ELECTRIC</b>							
				Grenoble	423		
<b>CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES</b>							
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SARL EPPS</b>							
Aix les Bains	642			Barcelonnette	665	Vitrolles	600
Beaumont les Valence	465			Cadenet	614		
Gap	550			Meyreuil	641		
La Motte Servolex	463			Mouans Sartoux	280		
La Mure	467			Saint Savin	636		
La Tour de Salvagny	223			Valence	665		
Lyon	240			Le Pont de Beauvoisin	666		
Montélimar	667						
Pusignan	220						
Ruoms	657						
Saint Etienne de Saint Geoirs	360						
Saint Marcellin	222						
Sillingy	667						
Vif	487						
<b>CENTRES ADMINISTRATIFS</b>							
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SA SAMSE</b>							
Brézins	12 000						
<b>SA DORAS</b>							
Chenôve	1 300						
<b>SAS M+ MATERIAUX</b>							
Claira	1 000						
<b>SIEGE SOCIAL GROUPE</b>							
* propriété du Groupe	superficie en m <sup>2</sup>	tènement mixte	superficie en m <sup>2</sup>	location simple	superficie en m <sup>2</sup>	bail à construction	superficie en m <sup>2</sup>
<b>SA SAMSE</b>							
Grenoble	21 420						

Le Groupe SAMSE au travers de ses deux activités (négoce de matériaux de construction et bricolage) est propriétaire de 125 points de vente.

143 points de vente sont en location dans le cadre de baux commerciaux ou de baux à construction, et 15 sites sont mixtes avec une partie des surfaces en propriété, le reste faisant l'objet de locations immobilières.

Les superficies mentionnées ci-après, sont totalement utilisées pour l'exploitation.

Le nombre de points de vente est de 283 dont 250 pour l'activité négoce et 33 pour l'activité

bricolage. Au total, cela représente une superficie de 3 123 837 m<sup>2</sup>, dont 2 671 973 m<sup>2</sup> pour l'activité négoce et 451 864 m<sup>2</sup> pour l'activité bricolage.

En outre, le Groupe SAMSE dispose de 7 Unités Logistiques dont la Plateforme de stockage de Brézins, d'un Atelier, de 3 centres administratifs et d'un Siège Social pour une superficie globale de 220 085 m<sup>2</sup>.

Le Groupe SAMSE dispose également de 22 centrales photovoltaïques réparties sur une surface totale de 11 097 m<sup>2</sup>.

## Note 7 – Titres mis en équivalence

### 7.1 - Valeur des titres mis en équivalence

à l'ouverture de l'exercice		45 724
Augmentations		5 897
Diminutions		2 307
Mouvements de périmètre (1)	Entrée	155
Mouvements de périmètre	Sortie	
à la clôture de l'exercice		49 469

(1) : Perte de contrôle sur la SCI ENTREPOT NIMES et constatation de cette entité en «titres mis en équivalence».

### 7.2 - Détails des titres mis en équivalence (1)

	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
PLATTARD ( Groupe )	25 560	24 137
SAS MATERIAUX SIMC	14 401	13 147
SA DIJON BETON	2 863	2 822
SAS RG BRICOLAGE	1 959	1 753
SAS BOURG MATERIAUX	1 597	1 292
SCI ENTREPOT FROMENT	1 142	1 010
SAS DIDIER	1 039	980
SCI CHABER	723	624
SCI LE CARREAU	75	74
SCI ESPACE PLUS	11	11
SAS TARARE MATERIAUX	-56	-126
SCI ENTREPOT NIMES	155	
Total	49 469	45 724

(1) dont écarts d'acquisition affectés (cf. note 7.4)

### 7.3 - Informations générales sur les entreprises associées et coentreprises :

Toutes les entreprises associées du Groupe sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Il n'existe pas de coentreprise significative au niveau du Groupe SAMSE.

Les informations générales sur les sociétés mises en équivalence sont détaillées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	% de détention	QP de capitaux propres avant résultat	Résultat de l'exercice	Quote part de résultat	Dividendes ou quote part de résultat reçus	Chiffre d'affaires	Secteur d'Activité	Effectif moyen
données consolidées								
PLATTARD ( Groupe )	33,99	23 321	6 588	2 239	816	201 630	Négoce	561
SAS MATERIAUX SIMC	44,77	12 585	4 059	1 817	425	159 601	Négoce	561
SA DIJON BETON	23,29	2 822	179	42	0	20 258	Négoce	43
SAS BOURG MATERIAUX	50,00	1 292	611	306	0	17 505	Négoce	32
SAS RG BRICOLAGE	39,98	1 160	2 000	800	599	17 383	Bricolage	61
SAS DIDIER	25,00	928	442	111	45	13 126	Négoce	44
SCI ENTREPOT FROMENT	40,00	870	678	271	140	1 442	Bricolage	0
SCI CHABER	40,00	624	247	99	0	431	Bricolage	0
SCI LE CARREAU	20,00	60	71	14	14	72	Bricolage	0
SCI ENTREPOT NIMES	40,00	39	289	116	0	1 044	Bricolage	0
SCI ESPACE PLUS	20,00	1	53	11	0	70	Négoce	0
SAS TARARE MATERIAUX	50,00	-128	144	72	0	3 452	Négoce	9

Les deux principales entités du Groupe mises en équivalence sont le Groupe PLATTARD et MATERIAUX SIMC. Ces deux entités appartiennent au secteur opérationnel «négoce».

Les éléments financiers de ces deux entités pour les exercices 2020 et 2019, établis en conformité avec les normes IFRS, se résument comme suit :

	Groupe PLATTARD		MATERIAUX SIMC		Autres entités négoce		Entités bricolage	
	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
Chiffre d'affaires	201 630	198 736	159 601	167 939	54 411	54 058	20 372	17 394
Résultat opérationnel courant	9 019	6 685	5 414	3 527	1 893	1 397	4 700	3 598
Résultat net	6 662	5 194	4 059	2 011	1 429	978	3 285	2 483
Autres éléments du résultat global	0	0	-175	-79	-31	-12	16	14
Résultat global total	6 662	5 194	3 884	1 932	1 398	966	3 301	2 497
Part attribuable aux actionnaires	6 588	5 134	3 884	1 932	1 398	966	3 301	2 497
Part attribuable aux intérêts non contrôlants	74	60	0	0	0	0	0	0
Actifs non courants	96 888	93 118	60 604	61 889	7 787	9 401	34 884	15 698
Actifs courants (y compris actifs destinés à être cédés)	98 042	90 857	65 201	64 165	24 434	23 466	4 277	3 492
Dettes non courantes	59 917	55 918	47 233	48 069	2 964	6 046	24 202	7 025
Dettes courantes	59 325	56 583	46 987	49 335	11 847	10 577	5 490	4 177
Actifs nets	75 688	71 474	31 585	28 650	17 410	16 244	9 469	7 988
Part attribuable aux actionnaires	75 199	71 009	31 585	28 650	17 410	16 244	9 469	7 988
Part attribuable aux intérêts non contrôlants	489	465	0	0	0	0	0	0
Quote part d'actifs nets à l'ouverture de l'exercice	24 136	23 166	12 781	12 246	4 453	5 108	3 123	2 719
Résultat global total attribuable au Groupe	2 239	1 745	1 738	868	532	312	1 306	985
Dividendes reçus	816	816	425	270	56	124	753	581
Autres mouvements / Cessions		41	-58	-63	-7	-843	39	
Quote part d'actifs nets à la clôture de l'exercice	25 560	24 136	14 036	12 781	4 922	4 453	3 715	3 123
Ecarts d'acquisition	0	0	366	366	527	527	338	338
Titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice	25 560	24 136	14 402	13 147	5 449	4 980	4 053	3 461

#### 7.4 - Ecarts d'acquisition des sociétés mises en équivalence

	au 31/12/2020	au 31/12/2019
SA DIJON BETON	235	235
SAS MATERIAUX SIMC	366	366
SAS RG BRICOLAGE	338	338
SAS DIDIER	292	292
Total	1 231	1 231

## Note 8 – Titres de sociétés non consolidées

### 8.1 - Informations générales sur les titres de sociétés non consolidées

(en milliers d'euros)	% de détention	Capitaux propres avant résultat	Résultat net de l'exercice	Valeur comptable brute des titres détenus	Dépréciation des titres	Valeur nette comptable des titres détenus	Juste Valeur des titres détenus	Dividendes reçus	Chiffre d'affaires	Secteur d'activité	Effectif moyen
SA DUMONT INVESTISSEMENT	7,10	25 020	38 739	21 458	0	21 458	24 638	237	2 628	Négoce	4
SAS MCD	25,00	77	279	18	0	18	18	155	9 090	Négoce	9
DIVERS	0,00	0	0	5	0	5	5	8	0	Négoce	0
<b>Total</b>		<b>25 097</b>	<b>39 018</b>	<b>21 481</b>	<b>0</b>	<b>21 481</b>	<b>24 661</b>	<b>400</b>	<b>11 718</b>		<b>13</b>

### 8.2 - Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente

En fin d'exercice, les titres DUMONT INVESTISSEMENT ont été appréciés à leur juste valeur pour un montant de 24 638 milliers d'euros

et la variation nette de juste valeur de l'année a été comptabilisée dans les capitaux propres pour un montant de -3 729 milliers d'euros.

Détail de la variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres :

Plus value potentielle au 31 décembre 2019	6 909
Juste valeur transférée au compte de résultat / cessions de l'exercice	
Impact de la réévaluation des titres acquis au 31 décembre 2020	-3 729
Plus value potentielle au 31 décembre 2020	3 180
Variation de la juste valeur des actions DUMONT INVESTISSEMENT sur l'exercice 2020	-3 729
<b>Variation constatée dans les capitaux propres</b>	<b>-3 729</b>

Valeur des titres au 01/01/2020	Cessions de titres au cours de l'exercice 2020	Acquisitions de titres au cours de l'exercice 2020	Impact de la réévaluation des titres acquis au 31/12/2020	Valeur des titres au 31/12/2020
28 348	-139	158	-3 729	24 638

Les actions DUMONT INVESTISSEMENT sont valorisées selon une méthode fixée par un expert indépendant. La méthode est basée sur une approche patrimoniale consistant à ajouter aux capitaux propres de la société la plus-value théorique dégagée entre la valeur comptable des actions SAMSE détenues à l'actif du bilan et leur

valorisation selon la méthodologie définie par l'expert indépendant.

En application de cette méthode d'évaluation, la valeur de l'action DUMONT INVESTISSEMENT ressort à 156,80 € au 31 décembre 2020.

Au cours de l'exercice 2020, le Groupe SAMSE n'a pas réalisé de cession significative de titres DUMONT INVESTISSEMENT.

### 8.3 - Evolution des titres de sociétés non consolidées

Valeur brute	
à l'ouverture de l'exercice	28 471
Augmentations / Acquisitions	158
Diminutions / Sorties	139
Variation de juste valeur des titres acquis au 31 décembre 2020 (par capitaux propres)	-3 729
à la clôture de l'exercice	24 761
Dépréciations	
à l'ouverture de l'exercice	100
Dotations	
Reprises	
à la clôture de l'exercice	100
Valeur nette	
à l'ouverture de l'exercice	28 371
à la clôture de l'exercice	24 661

### Note 9 – Autres actifs financiers immobilisés

(en milliers d'euros)	Créances sur participation (1)	Autres actifs financiers	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	2 094	2 224	4 318
Augmentations / Acquisitions		575	575
Diminutions / Sorties	5 771	49	5 820
Mouvements de périmètre	12 346	-221	12 125
Virements		-12	-12
à la clôture de l'exercice	8 669	2 517	11 186
Dépréciations			
à l'ouverture de l'exercice		158	158
Dotations			
Reprises			
Mouvements de périmètre		-146	-146
Virements			
à la clôture de l'exercice		12	12
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	2 094	2 066	4 160
à la clôture de l'exercice	8 669	2 505	11 174
(1) détail des créances sur participations			
SCI ENTREPOT NIMES	7 250		
SAS BOURG MATERIAUX	900		
SAS TARARE MATERIAUX	519		
Total	8 669		

## Analyse par nature d'instruments financiers :

	Valeur nette	
	2020	2019
Actifs financiers disponibles à la vente :		
Titres de participation non consolidés	24 661	28 368
Prêts, créances et dettes émis par l'entreprise :		
Créances sur participations	8 669	2 094
Autres actifs financiers	2 505	2 066
<b>Total</b>	<b>35 835</b>	<b>32 528</b>

Au 31 décembre 2020, l'ensemble de ces actifs ne présente pas de risque de non recouvrement.

## Note 10 – Stocks de marchandises

(en milliers d'euros)	2020			2019		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Marchandises Négoce	232 308	15 058	217 250	228 189	13 594	214 595
Marchandises Bricolage	64 215	2 880	61 335	61 988	2 878	59 110
<b>Total</b>	<b>296 523</b>	<b>17 938</b>	<b>278 585</b>	<b>290 177</b>	<b>16 472</b>	<b>273 705</b>

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des coûts de transport et d'un coefficient d'approche.

Ils sont minorés de l'impact des rabais, remises, ristournes et des escomptes obtenus sur les achats.

Une provision pour dépréciation, effectuée article par article, est calculée en tenant compte du taux de rotation du stock depuis le début de l'exercice et éventuellement de l'obsolescence liée à l'évolution des techniques utilisées.

## Note 11 – Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	2020			2019		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Clients et comptes rattachés Négoce	208 097	29 056	179 041	209 388	25 549	183 839
Clients et comptes rattachés Bricolage	1 807	205	1 602	2 904	145	2 759
<b>Total</b>	<b>209 904</b>	<b>29 261</b>	<b>180 643</b>	<b>212 292</b>	<b>25 694</b>	<b>186 598</b>

La provision pour dépréciation des comptes clients a fait l'objet pour chaque société du Groupe, d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus.

### 11.1 - Balance âgée des créances clients

	Valeur brute	Valeur brute
	2020	2019
Non échues	157 868	147 559
Retard n'excédant pas un mois	9 451	15 253
Retard compris entre un et deux mois	5 126	6 844
Retard compris entre trois et cinq mois	4 154	6 557
Au-delà	33 305	36 079
<b>Total</b>	<b>209 904</b>	<b>212 292</b>

Les créances clients résultent des ventes réalisées, et sont réparties sur l'ensemble du périmètre du Groupe.

Il n'existe pas de concentration majeure du risque de non recouvrement.

Le Groupe applique cependant une politique de prévention du risque client par un recours à l'assurance-crédit et autres formes de garantie.

En règle générale, le Groupe est amené à constater une dépréciation pour les retards au-delà de trois mois.

Le tableau suivant, indique le % de provision constaté sur les retards de paiements considérés :

	2020	2019	% de variation
Créances clients échues depuis 3 mois et au-delà (H.T.)	31 216	35 530	-12,14
Provision constatée	29 261	25 694	13,88
% de créances impayées couvertes par une provision	93,74	72,32	

## 11.2 - Provisions pour dépréciation

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	2020	2019
Provisions pour dépréciation en début d'exercice	25 694	24 732
Dotations de l'exercice aux provisions	9 379	6 877
Reprises de provisions pour dépréciation :	5 812	6 337
▪ utilisées (1)	3 038	3 078
▪ non utilisées	2 774	3 259
Mouvements de périmètre entrée		422
Mouvements de périmètre sortie		
Provisions pour dépréciation en fin d'exercice	29 261	25 694

(1) pertes sur créances irrécouvrables (enregistrées dans le poste «Autres produits et charges de l'exploitation courante»).

## Note 12 – Autres créances d'exploitation

(en milliers d'euros)	2020			2019		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Autres créances négoce (1)	92 655	1 522	91 133	90 661	1 317	89 344
Autres créances bricolage (1)	12 832	12	12 820	10 046	18	10 028
Charges constatées d'avance négoce	3 210		3 210	2 797		2 797
Charges constatées d'avance bricolage	657		657	355		355
Total	109 354	1 534	107 820	103 859	1 335	102 524

(1) détail ci-après

	2020	2019
(1) Les autres créances d'exploitation qui représentent un montant global net de : se décomposent de la manière suivante :	103 953	99 372
Remises, rabais et ristournes à recevoir (a)	46 044	43 458
Fournisseurs débiteurs (a)	18 029	15 337
Avoirs et sommes diverses à recevoir (a)	10 593	11 191
Créances sur cessions d'immobilisations	331	212
Créances de TVA	20 888	19 943
Débiteurs divers	4 082	5 939
Créances sociales	751	755
Etat - impôt sur les sociétés	2 254	1 453
Autres créances fiscales	960	1 009
Autres créances diverses	21	75

Les autres créances de l'exploitation sont constituées principalement des remises, rabais et ristournes à recevoir des fournisseurs.

(a) Les CPV (Conditions Particulières de Ventes) correspondent aux remises accordées pour l'exercice par les fournisseurs sur la base de dispositions contractuelles et de volumes d'achats réalisés.

Les COOP (Services de Coopérations Commerciales) donnent lieu à des facturations émises sur la base de contrats de prestations de services dont le contenu et la rémunération sont définis entre les fournisseurs et la société. A la clôture de l'exercice, la direction évalue les avoirs à recevoir relatifs aux CPV sur la base des dispositions contractuelles définies avec chaque fournisseur et des statistiques d'achats issues du système de gestion de Groupe. La provision pour avoirs à recevoir est diminuée des avoirs versés par ces fournisseurs et comptabilisés au cours de l'exercice relatifs à ces contrats.

Les factures à établir relatives aux COOP sont estimées sur la base des contrats conclus pour l'exercice et pour lesquels les prestations ont été effectuées mais non encore facturées.

Compte tenu des intérêts financiers communs entre les différentes sociétés du Groupe SAMSE et afin d'améliorer la facturation, le recouvrement et le règlement des CPV et COOP, une convention de centralisation des règlements a été établie, pour une durée indéterminée.

Les schémas de comptabilisation de cette convention conduisent à faire apparaître distinctement les montants des créances et des dettes relatives à ces opérations.

Les soldes figurants en créances et en dettes correspondent aux positions avec les sociétés mises en équivalence.

Aucune des autres créances ne présente un risque significatif de non recouvrement ; ce qui explique le faible montant des provisions pour dépréciation.

## Note 13 – Disponibilités et équivalents de trésorerie

	au 31/12/2020	au 31/12/2019
Valeurs mobilières de placement négoce	21 257	19 266
Valeurs mobilières de placement bricolage	0	0
Disponibilités négoce	107 002	49 658
Disponibilités bricolage	12 999	1 725
Total	141 258	70 649



## Trésorerie nette à la clôture

	2020	2019
Valeurs mobilières de placement	21 257	19 266
Disponibilités	120 001	51 383
Trésorerie passive	-2 766	-18 079
Total	138 492	52 570

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les comptes bancaires et les soldes de caisse, ainsi que les valeurs mobilières de placement constituées de comptes de dépôt à terme et de SICAV monétaires en euros.

Ces valeurs mobilières répondent aux différents critères pour pouvoir être reconnues en équivalents de trésorerie : il s'agit de placements à court terme

qui à l'origine ont une échéance inférieure ou égale à trois mois (la durée de placement peut aller jusqu'à six mois si tous les autres critères sont respectés), très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les critères d'IAS 7 des placements à court terme sont respectés.

## Note 14 – Capitaux propres

### 14.1 - Composition du capital social

Le capital social entièrement libéré est constitué par 3 458 084 actions de 1 € de valeur nominale chacune.

Nombre d'actions de la société en circulation	Actions émises	Actions propres détenues	Actions en circulation
	3 458 084	12 114	3 445 970

### 14.2 - Capitalisation boursière

Actions émises	Cours de bourse au 31/12/2020	Capitalisation boursière en €
3 458 084	151,00	522 170 684

Évolution du capital social au cours des quatre dernières années :

	Valeur nominale de l'action en €	Nombre d'actions émises	Nombre d'actions total	Augmentation de capital	Montant du capital social en €
Au 31 décembre 2017	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2018	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2019	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2020	1	0	3 458 084	0	3 458 084

### 14.3 - Intérêts non contrôlants

	2020	2019
La part hors Groupe dans les réserves représente un montant de :	8 196	7 656
La part hors Groupe dans le résultat représente un montant de :	2 489	2 232
Total	10 685	9 888

- Rachat d'intérêts minoritaires (35 %) sur la société BILLMAT

L'opération se détaille de la manière suivante :

(en milliers d'euros)

Part des intérêts non contrôlants reprise	1 774
Prix d'acquisition des 35%	-1 135
<b>Impact comptabilisé en capitaux propres (part Groupe)</b>	<b>639</b>

Les autres rachats d'intérêts minoritaires n'ont pas engendré d'impact significatif sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2020.

Les intérêts non contrôlants du Groupe SAMSE sont principalement issus des entités suivantes :

Nom de l'entité	Secteur d'activité	Part détenue par les intérêts non contrôlants (en %)	
		2020	2019
ENTREPOT DU BRICOLAGE FROMENT	Bricolage	50,09	50,10
COMPTOIR FROMENT	Bricolage	50,09	50,10
BTP DISTRIBUTION	Négoce	25,09	25,09
LA BOITE A OUTILS	Bricolage	0,19	0,20

Les informations financières relatives aux entités mentionnées ci-dessus, préparées en conformité avec les normes IFRS, se résument comme suit :

(données avant élimination interco. avec les autres entités du Groupe)	EDB FROMENT		COMPTOIR FROMENT		BTP DISTRIBUTION		LA BOITE A OUTILS	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Chiffre d'affaires	19 007	17 985	21 380	20 195	54 417	49 399	301 437	275 153
Résultat opérationnel courant	1 558	1 328	2 264	1 837	2 800	2 500	19 515	10 945
Résultat net	1 090	894	1 616	1 262	2 000	1 739	13 219	7 178
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	546	448	809	632	502	492	25	14
Autres éléments du résultat global	-3	-5	15	-6		-23	-133	-207
Résultat global total	1 087	889	1 631	1 256	2 000	1 716	13 086	6 971
Résultat global total - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	544	445	817	629	502	486	25	14
Actifs non courants	7 143	7 656	7 517	7 436	4 204	5 082	138 298	103 297
Actifs courants	4 918	4 094	4 527	3 750	21 927	20 284	81 018	72 488
Dettes non courantes	4 352	4 728	2 747	2 862	2 621	2 877	53 342	34 849
Dettes courantes	4 495	4 009	5 145	4 554	9 545	10 175	80 677	65 423
Actifs nets	3 214	3 013	4 152	3 770	13 965	12 314	85 297	75 513
Actifs nets - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	1 610	1 510	2 080	1 889	3 504	3 090	162	151
Flux de trésorerie généré par l'activité	2 205	2 181	2 838	3 147	2 597	1 088	36 345	24 118
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-47	-955	-348	-1 665	-117	-1 569	-26 872	-18 227
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-1 348	-1 296	-1 798	-1 517	-1 138	-531	-387	-7 230
Augmentation ou diminution de la trésorerie	810	-70	692	-35	1 342	-1 012	9 086	-1 338
Dividendes versés aux intérêts non contrôlants au cours de l'exercice	444	417	626	493	108	98	9	9

#### 14.4 - Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capitaux propres solide pour préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et faire face au développement futur de l'activité.

Le Groupe porte une attention particulière au rendement des capitaux propres et au niveau des dividendes versés.

Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 25 juin 2020.

Le pourcentage maximum du capital dont le rachat est autorisé est de 10 %.

Le prix d'achat unitaire maximum a été fixé à 200 €.

#### 14.5 - Titres d'autocontrôle

	2020	2019
Nombre d'actions	12 114	9 793
Montant en K€	1 197	936
Valeur d'inventaire :	1 835	1 649

Ces titres figurent pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Ils sont affectés soit à l'attribution d'actions aux salariés dans le cadre de la participation des salariés, soit à l'animation du marché.

Ces actions auto-détenues n'ont pas droit de vote.

Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 25 juin 2020. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital.

Sur l'exercice 2020, 10 790 titres ont été acquis et 8 469 ont été cédés.

#### 14.6 - Réserves et résultats nets consolidés - part du Groupe

	2020	2019
Réserves	444 344	464 051
Résultat	47 356	40 782
Total	491 700	504 833

#### 14.7.a - Répartition du capital et droits de vote (en %)

	2020		2019	
	% du capital détenu	% en droits de vote	% du capital détenu	% en droits de vote
Nominatifs				
- DUMONT INVESTISSEMENT	77,30	81,47	56,17	60,71
- BME FRANCE	0,00	0,00	21,13	22,84
- CREDIT MUTUEL EQUITY SCR	5,28	6,45	5,28	5,71
- DIVERS	2,74	3,33	2,76	2,97
Sous-total	85,32	91,25	85,34	92,23
Porteurs				
- FCP CENTIFOLIA	2,75	1,68	3,12	1,68
- BROWN BROTHERS HARRIMAN	1,07	0,65	1,07	0,58
- AUTO-DETENTION	0,35	0,00	0,28	0,00
- DIVERS	10,51	6,42	10,19	5,51
Sous-total	14,68	8,75	14,66	7,77
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

#### 14.7.b - Répartition du capital et droits de vote (en nombre de voix et nombre d'actions)

	2020		2019	
	Actions détenues	Droits de vote	Actions détenues	Droits de vote
Nominatifs				
- DUMONT INVESTISSEMENT	2 673 161	4 615 682	1 942 521	3 885 042
- BME FRANCE	0	0	730 640	1 461 280
- CREDIT MUTUEL EQUITY SCR	182 725	365 450	182 725	365 450
- DIVERS	94 538	188 930	95 186	190 266
Sous-total	2 950 424	5 170 062	2 951 072	5 902 038
Porteurs				
- FCP CENTIFOLIA	95 000	95 000	107 771	107 771
- BROWN BROTHERS HARRIMAN	37 000	37 000	37 000	37 000
- AUTO-DETENTION	12 114	0	9 793	0
- DIVERS	363 546	363 546	352 448	352 448
Sous-total	507 660	495 546	507 012	497 219
Total	3 458 084	5 665 608	3 458 084	6 399 257

## Note 15 – Provisions

### 15.1 - Détail des provisions pour risques et charges

	2020			2019		
	Courant	Non Courant	Total	Courant	Non Courant	Total
Provisions pour litiges	2 075	572	2 647	1 421	124	1 545
Autres provisions pour risques et charges	802	781	1 583	1 464	296	1 760
Provisions pour retraites et autres obligations		18 801	18 801		16 692	16 692
Provisions pour restructurations	404		404	453		453
Total	3 281	20 154	23 435	3 338	17 112	20 450

Les provisions pour litiges ont fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus.

Ces provisions concernent essentiellement des litiges matériels nés dans l'année.

Les autres provisions pour risques et charges ont été constituées en fonction des risques connus à la

date d'arrêté des comptes et des charges futures estimées.

Elles sont de natures diverses ; on retrouve notamment des provisions liées à des affaires prud'homales et à des risques et charges de l'exploitation courante.

### 15.2 - Evolution des provisions

	Litiges clients et litiges salariés	Risques et charges	Retraites et autres obligations	Restructurations	Autres	Total
à l'ouverture de l'exercice	1 545	1 760	16 692	453	—	20 450
Dotations	1 508	496	1 416	92		3 512
Reprises utilisées	333	673	1 421	141		2 568
Reprises non utilisées	73					73
Variations de périmètre	Entrées					—
Variations de périmètre	Sorties					—
Ecart actuariel constaté en capitaux propres			2 114			2 114
Virements						—
à la clôture de l'exercice	2 647	1 583	18 801	404	—	23 435

détail de la provision pour risques et charges :

Provision pour garantie donnée aux clients	37
Provision pour travaux	172
Provision pour charges de personnel	499
Provision pour risques et charges divers	875

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - des provisions sont constatées lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé et que cette obligation peut être estimée de manière fiable. Le montant comptabilisé correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture des comptes.

Les provisions pour litiges sont calculées à partir d'informations recueillies auprès du service commercial qui recense les réclamations des clients.

Le Groupe comptabilise également des provisions fondées sur des données statistiques établies sur la base de son expérience passée et sur des hypothèses déterminées face au risque attendu sur des produits techniques récents qui peuvent s'altérer plus rapidement que prévu.

### 15.3 - Engagements de retraite et médailles du travail.

#### A – Provisions pour indemnités de fin de carrière

Il n'existe pas, pour le Groupe, de régime de retraite à prestations définies, autre que les indemnités légales de départ à la retraite en France.

Les régimes à prestations définies sont comptabilisés au bilan, sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture.

Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges de l'exercice.

La provision pour indemnités de fin de carrière s'élève à 16 573 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

	Cadres	Non cadres	Cadres	Non cadres
	activité négoce		activité bricolage	
16 - 25 ans	0,00 %	18,00 %	16 - 25 ans	1,00 %
26 - 30 ans	6,00 %	13,00 %	26 - 30 ans	3,00 %
31 - 35 ans	10,00 %	13,00 %	31 - 35 ans	3,00 %
36 - 40 ans	6,00 %	9,00 %	36 - 40 ans	4,00 %
41 - 45 ans	7,00 %	8,00 %	41 - 45 ans	5,00 %
46 - 50 ans	3,00 %	8,00 %	46 - 50 ans	5,00 %
51 - 55 ans	3,00 %	4,00 %	51 - 55 ans	2,00 %
56 - 67 ans	0,00 %	0,00 %	56 - 67 ans	0,00 %

#### Paramètres techniques

La table de survie retenue est la table INSEE 2019.

La méthode de calcul retenue est la méthode des unités de crédits projetés.

Le taux d'actualisation utilisé est le taux IBOXX € corporate AA 10+.

Le taux retenu s'élève à 0,33 % au 31 décembre 2020 (contre 0,62 % en 2019).

	en milliers d'euros
Coût des services rendus	364
Coût de l'actualisation	-95
Ecart actuariels (1)	-2 114

(1) Enregistrés directement dans les autres éléments du résultat global

#### Sensibilité des hypothèses actuarielles

L'impact d'une variation de - 15 points de base sur le taux d'actualisation générerait une variation de + 2,0 % du montant total de l'engagement.

La provision a été calculée selon les paramètres suivants :

#### Paramètres économiques

Augmentation annuelle des salaires : Taux

Cadres : 2 % (2 % en 2019)  
Non cadres : 2 % (2 % en 2019)

#### Paramètres sociaux

Départ à l'initiative du salarié, sauf dérogation individuelle entre 65 et 67 ans pour les cadres et non cadres.

Le taux de charges sociales retenu est de 41 % pour l'ensemble des catégories.

Le taux de turn-over annuel a été établi par tranche d'âge de la façon suivante :

Le Groupe n'a pas couvert l'engagement de retraite par des versements significatifs à un fonds sur l'exercice 2020.

La dotation nette de l'exercice s'élève à : 1 845 milliers d'euros.

Cette charge se répartit de la façon suivante :

## B – Médailles du travail

Au 31 décembre 2020, cette provision représente un montant de 2 228 milliers d'euros.

Le calcul de cette provision s'effectue selon les divers paramètres suivants :

Durée de travail					
pour l'attribution de la médaille du travail :			20, 30, 35 et 40 ans		
Paramètres					
détermination d'un coefficient de mortalité selon la table INSEE 2019					
détermination d'un coefficient de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise d'après les taux annuels de turnover suivants :					
	Cadres	Non cadres		Cadres	Non cadres
	activité négoce			activité bricolage	
16 - 25 ans	0,00 %	18,00 %	16 - 25 ans	1,00 %	17,00 %
26 - 30 ans	6,00 %	13,00 %	26 - 30 ans	3,00 %	16,00 %
31 - 35 ans	10,00 %	13,00 %	31 - 35 ans	3,00 %	16,00 %
36 - 40 ans	6,00 %	9,00 %	36 - 40 ans	4,00 %	12,00 %
41 - 45 ans	7,00 %	8,00 %	41 - 45 ans	5,00 %	10,00 %
46 - 50 ans	3,00 %	8,00 %	46 - 50 ans	5,00 %	7,00 %
51 - 55 ans	3,00 %	4,00 %	51 - 55 ans	2,00 %	9,00 %
56 - 67 ans	0,00 %	0,00 %	56 - 67 ans	0,00 %	7,00 %

Le taux de charges sociales retenu est de 41 % pour l'ensemble des catégories.

Le taux d'augmentation annuelle des salaires retenu pour les cadres et les non cadres s'élève à 2 % (taux identique à celui de 2019).

### 15.4 - Provisions cartes de fidélité (programme de fidélisation des clients)

La carte fidélité est un outil de fidélisation de la clientèle mis en place dans les magasins de bricolage. Au fur et à mesure de leurs achats, les clients obtiennent des avantages valorisés en euros qu'ils peuvent par la suite utiliser en déduction de leurs futurs passages en caisse.

Règle d'obtention des avantages :

- Pour un montant d'achats compris entre 0,01 € et 19,99 € : 0,10 € cumulés sur la carte.
- Puis 0,10 € seront cumulés par tranche de 10 € d'achats supplémentaires.

Les avantages accumulés n'ont pas de date de fin de validité à condition d'au minimum un passage en caisse par année civile, et ne sont pas convertibles en espèces.

Ces avantages sont comptabilisés en réduction des ventes, et éventuellement repris en cas d'annulation.

L'impact de ce programme de fidélisation minore le chiffre d'affaires de l'activité bricolage de 1 340 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

## Note 16 – Impôts sur les résultats et impôts différés

### 16.1 - Détail de la charge d'impôt

	2020	2019
Charge d'impôt exigible	26 463	18 641
Impôts différés	-2 386	363
Total	24 077	19 004

## 16.2 - Impôts différés au bilan

	2020	2019
Impôts différés actifs	5 947	2 166
Impôts différés passifs	7 595	7 089
Impôts différés nets	-1 648	-4 923

Les impôts différés actifs relatifs aux reports déficitaires s'élèvent à 1 147 milliers d'euros (4 586 milliers d'euros en base) au 31 décembre 2020, contre 822 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Les déficits cumulés n'ayant pas donné lieu à la constitution d'un impôt différé actif s'élèvent à 4 059 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

## 16.3 - Impôts différés

	2020	2019	Variation
			2020/2019
<b>IMPOTS DIFFERES ACTIFS</b>			
à l'ouverture de l'exercice	2 166	2 345	-179
Produit de l'exercice	4 260	317	3 943
Charge de l'exercice			0
Mouvements de périmètre			
Entrées		837	-837
Mouvements de périmètre			
Sorties	48	72	24
Virements	-431	-1 261	830
à la clôture de l'exercice	5 947	2 166	3 781
<b>IMPOTS DIFFERES PASSIFS</b>			
à l'ouverture de l'exercice	7 089	7 371	-282
Produit de l'exercice			0
Charge de l'exercice	1 874	680	1 194
Impacts réserves	-884	-555	-329
Mouvements de périmètre			
Entrées		854	-854
Mouvements de périmètre			
Sorties	53		-53
Virements	-431	-1 261	830
à la clôture de l'exercice	7 595	7 089	506
<b>VALEUR NETTE</b>			
à l'ouverture de l'exercice	-4 923	-5 026	103
à la clôture de l'exercice	-1 648	-4 923	3 275
<b>Variation nette des impôts différés</b>	<b>3 275</b>	<b>103</b>	



## 16.4 - Preuve d'impôts

	2020	2019
Résultat net des sociétés intégrées (hors quote-part de résultat -sociétés MEQ-)	43 948	39 040
Impôt exigible	26 463	18 641
Impôts différés	-2 386	363
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>68 025</b>	<b>58 044</b>
Dépréciation des écarts d'acquisition	2 361	1 470
Impact des différences permanentes	690	374
Swaps	-17	-54
Reports déficitaires non reconnus sur l'exercice	542	352
Consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	-480	-183
Impact des dividendes	412	246
ID sur titres mis en équivalence	138	391
Plus-values exonérées	-163	
Quote-part des résultats des sociétés transparentes	-379	62
Gains et pertes liés à des variations de parts d'intérêts avec prise de contrôle		-155
Effets des bases sans impôt différé	194	795
Dépenses de mécénat ouvrant droit à crédit d'impôt	233	746
<b>BASE FISCALE</b>	<b>71 556</b>	<b>62 088</b>
Taux de l'impôt	31,00	33,33
<b>IMPOT THEORIQUE</b>	<b>22 182</b>	<b>20 694</b>
Contribution sociale (3,3 %)	516	353
Crédit d'impôt	-198	-449
Impôts différés: impact des lois de finance 2018 et 2020 (1)	3 103	-516
Impact du taux à 31%		-533
Impact du taux d'impôt à 28 % (2)	-1 530	-545
Divers	4	
<b>CHARGE REELLE D'IMPOT</b>	<b>24 077</b>	<b>19 004</b>
<b>Taux réel de l'impôt</b>	<b>33,65</b>	<b>30,61</b>

(1) Incidence de l'application progressive du taux d'impôt sur les sociétés à 25 % pour les impôts différés à long terme. Le principal impact concerne les impôts différés relatifs aux amortissements dérogatoires et la provision pour engagements de retraite. La totalité des impacts liés à la baisse du taux a été enregistrée en résultat, les effets relatifs aux autres éléments du résultat global étant peu significatifs.

(2) Impact de l'application du taux d'impôt sur les sociétés à 28 % (lois de finances 2018 et 2020).

## 16.5 - Principaux éléments à l'origine des impôts différés

	2020	2019
Congés payés	-89	41
Participation des salariés	1 011	280
Provisions pour indemnités de fin de carrière	609	767
Amortissements dérogatoires, amortissements et provisions à caractère fiscal	898	-1 189
Taxes C3S et Tascom	35	62
Activation des déficits	696	-4
Crédit bail et contrats de locations	1 936	319
Ecart évaluation terrains et constructions	868	-420
Impôts différés: impact des lois de finance 2018 et 2020 (cf. note 16.4)	-3 103	516
Autres	414	-269
<b>Total</b>	<b>3 275</b>	<b>103</b>
Variation des impôts différés actif	3 781	-179
Variation des impôts différés passif	-506	282
<b>Total</b>	<b>3 275</b>	<b>103</b>

	2020	2019
Analyse de la variation nette des impôts différés :		
Charge ou produit d'impôts différés au compte de résultat	2 386	-363
Impôts différés sur les écarts d'évaluation des terrains et constructions des sociétés entrées dans le périmètre		-813
Impôts différés sur les entrées ou sorties du périmètre	5	724
Impôts différés sur les retraitements impactant les réserves	884	555
<b>Total</b>	<b>3 275</b>	<b>103</b>

## Note 17 – Passifs financiers courants et non courants

### 17.1 - Détail des dettes financières

	Valeur bilan au 31/12/2020			Valeur bilan au 31/12/2019		
	Non courants	Courants	Total	Non courants	Courants	Total
Locations financement	622	315	937	879	362	1 241
Locations simples - IFRS 16 (1)	148 043	19 805	167 848	120 801	16 928	137 729
Emprunts	130 655	55 604	186 259	111 616	55 039	166 655
Engagements de rachat de minoritaires	2 799		2 799	4 573		4 573
Autres financements	3 681	25	3 706	4 590	818	5 408
Instruments financiers dérivés	5	10	15	19	13	32
<b>Total des passifs financiers</b>						
(hors concours bancaires)	285 805	75 759	361 564	242 478	73 160	315 638
Concours bancaires courants		2 766	2 766		18 079	18 079
<b>Total des passifs financiers</b>						
(avec concours bancaires)	285 805	78 525	364 330	242 478	91 239	333 717

(1) Les mouvements d'augmentation de dette de l'exercice s'élèvent à 49,4 M€ (ces mouvements n'impactent pas le tableau de flux de trésorerie), et les remboursements à 18,4 M€.

## 17.2 - Échéances des dettes courantes et non courantes

	au 31/12/2020 ECHEANCES			au 31/12/2019 ECHEANCES		
	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans
Emprunts et dettes financières	78 525	188 446	97 359	91 239	165 837	76 641
Fournisseurs et comptes rattachés	217 753			196 128		
Autres dettes	140 462			119 487		
Total	436 740	188 446	97 359	406 854	165 837	76 641

## 17.3 - Risques de crédit, de liquidité et de marché (cf chapitre 3.4 du Document de Référence)

Le Groupe est normalement exposé aux risques de taux d'intérêt et de liquidité. La gestion de ces risques est centralisée au niveau de la Direction Administrative et Financière.

- Le risque de taux est suivi de manière régulière. Les emprunts souscrits par le Groupe sont libellés en taux fixe et en taux variable.
- Les opérations de couverture de taux à la clôture de l'exercice s'élèvent à 2 143 milliers d'euros dont 1 429 milliers d'euros à moins d'un an. Ces opérations sont valorisées et contrôlées tous les trimestres (calcul de la valeur de marché des opérations de couverture en application de la norme IAS 39).
- Le Groupe SAMSE est peu exposé au risque de liquidité. Il s'assure que ses lignes de crédit permettent de financer notamment les dépenses d'investissements opérationnels.

Le Groupe dispose d'une centralisation de trésorerie interne et, en fonction des besoins de trésorerie, il peut faire appel à des concours bancaires.

Le montant des découverts autorisés à la clôture de l'exercice s'élève à 155 M€.

Les découverts ont été utilisés pour 2 766 milliers d'euros soit en % : 1,8.

Certains emprunts souscrits par le Groupe sont soumis à des «covenants» susceptibles d'entraîner un remboursement anticipé en cas de non-respect. Les calculs des ratios financiers afférents aux «covenants» sont effectués sur une base annuelle et doivent être respectés au 31 décembre.

Le Groupe s'est engagé à respecter le covenant suivant au 31 décembre 2020 :

- Endettement global net élargi au crédit-bail / Fonds propres. Ce ratio doit être inférieur à 1.

Au 31 décembre 2020, ce ratio financier est respecté et s'élève à 0,44.

La dette financière concernée représente 19 981 milliers d'euros à fin décembre 2020 (contre 25 735 milliers d'euros au 31 décembre 2019).

- Dans le cadre de ses différents programmes d'opérations sur actions propres, le Groupe SAMSE a acquis au cours de l'exercice 10 790 actions et en a cédé 8 469.

Au 31 décembre 2020, le Groupe SAMSE est propriétaire de 12 114 actions propres. A cette date, ces actions sont valorisées à leur valeur historique pour 1 197 milliers d'euros. La valeur d'inventaire de ces actions au 31 décembre 2020 est de 1 835 milliers d'euros.

Les valeurs mobilières du Groupe SAMSE sont représentées essentiellement par des comptes à terme d'une valeur de 21 257 milliers d'euros au 31 décembre 2020.

Le Groupe SAMSE est peu exposé au risque de change et l'ensemble de sa dette financière est libellée en euro.

## 17.4 - Caractéristiques des autres financements à court terme et découverts bancaires

Les autres financements à court terme s'élèvent à 2 766 milliers d'euros et sont relatifs à des découverts bancaires.

## 17.5 - Valorisation des SWAP

La valorisation des SWAPS à la valeur de marché au 31 décembre 2020 a conduit le Groupe à comptabiliser un produit financier de 17 milliers d'euros.

Le tableau, ci-dessous récapitule par SWAPS, l'ensemble des opérations en valeur au 31 décembre 2020.

N°SWAP	Au 31/12/2020	VALORISATION SWAPS 31/12/2020			Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
	Capital restant couvert ( en € )	Échéance	SAMSE verse	SAMSE reçoit	Valeur de marché en €	Valeur de marché en €
38	2 142 857	01/04/2022	TF 0,25 %	EURIBOR 3M	-14 896	-31 368
39	0	10/03/2020	TF 1,00 %	EURIBOR 3M	0	-406
	2 142 857	TOTAL			-14 896	-31 774

## 17.6 - Encours des dettes financières

Une hausse des taux d'intérêts de 1 % majorerait le coût de l'endettement du Groupe SAMSE de 290 milliers d'euros.

	au 31/12/2020				au 31/12/2019			
	A 1 an au +	1 an à 5 ans	Au delà	Total	A 1 an au +	1 an à 5 ans	Au delà	Total
Passifs financiers	78 525	188 446	97 359	364 330	91 239	165 837	76 641	333 717
Taux fixe	70 302	180 237	91 563	342 102	66 214	155 432	70 314	291 960
Taux variable	8 223	8 209	5 796	22 228	25 025	10 405	6 327	41 757
Position nette avant gestion	8 223	8 209	5 796	22 228	25 025	10 405	6 327	41 757
Hors bilan (swaps de taux)	1 429	714	0	2 143	1 679	2 142	0	3 821
Position nette après gestion	6 794	7 495	5 796	20 085	23 346	8 263	6 327	37 936

## 17.7 - Détermination de l'endettement financier net

	2020	2019
<b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES</b>		
Emprunts et dettes	186 177	166 569
Intérêts courus sur dettes et agios bancaires	82	86
Dettes relatives au crédit bail	937	1 241
Dette locations simples	167 848	137 729
Dettes rattachées à des participations ( 1 )	3 663	4 475
Dettes diverses	58	965
Engagements de rachat de minoritaires	2 799	4 573
Total	361 564	315 638
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>		
Emprunts et dettes financières	361 564	315 638
Trésorerie nette	138 492	52 570
Total	223 072	263 068
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		
Dettes à long terme	285 805	242 478
Dettes à court terme	78 525	91 239
Total des dettes	364 330	333 717
Disponibilités et Equivalents de Trésorerie	141 258	70 649
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>223 072</b>	<b>263 068</b>
<b>( 1 ) Détail des dettes rattachées à des participations</b>		
RG BRICOLAGE	3 105	2 542
DUMONT INVESTISSEMENT		1 503
SCI ENTREPOT FROMENT	555	427
SCI CHABER	3	3
Total	3 663	4 475

## Note 18 – Fournisseurs et comptes rattachés

	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
Fournisseurs négoce	184 853	166 240
Fournisseurs bricolage	32 900	29 888
Total	217 753	196 128

## Note 19 – Autres dettes d'exploitation

	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
Dettes fiscales et sociales négoce	72 113	64 774
Dettes fiscales et sociales bricolage	32 689	23 596
Dettes sur immobilisations négoce	1 264	1 680
Dettes sur immobilisations bricolage	77	165
Autres dettes négoce	30 710	26 672
Autres dettes bricolage	284	405
Produits constatés d'avance négoce	94	304
Produits constatés d'avance bricolage	3 231	1 891
<b>Total</b>	<b>140 462</b>	<b>119 487</b>

Le poste «Autres dettes négoce» comprend les opérations relatives à la convention de centralisation des règlements des CPV et COOP (cf. note 12).

## Note 20 – Chiffre d'affaires et autres produits de l'activité

### 20.1 - Détail du chiffre d'affaires

	Au 31/12/2020			Au 31/12/2019		
	Négoce	Bricolage	Total	Négoce	Bricolage	Total
Ventes nettes de marchandises	1 118 441	331 051	1 449 492	1 144 978	296 831	1 441 809
Camionnages et prestations de services	40 322	20 040	60 362	38 953	16 874	55 827
Intérêts des créances commerciales	10		10	14		14
Frais fixes de facturation	1 687		1 687	1 467		1 467
<b>Total</b>	<b>1 160 460</b>	<b>351 091</b>	<b>1 511 551</b>	<b>1 185 412</b>	<b>313 705</b>	<b>1 499 117</b>

### 20.2 - Autres produits de l'activité

	Au 31/12/2020			Au 31/12/2019		
	Négoce	Bricolage	Total	Négoce	Bricolage	Total
Produits divers	1		1	24		24
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>24</b>	<b>0</b>	<b>24</b>

### 20.3 - Évolution du chiffre d'affaires par activité

	2020	2019	% d'évolution 2020/2019	
			à périmètre "non comparable"	à périmètre "comparable"
Négoce	1 160 460	1 185 412	-2,10	-2,57
Bricolage	351 091	313 705	11,92	9,39
<b>Total</b>	<b>1 511 551</b>	<b>1 499 117</b>	<b>0,83</b>	<b>-0,07</b>

Le chiffre d'affaires à périmètre «non comparable» est le chiffre d'affaires réel du Groupe publié. Pour mesurer sa croissance organique, le Groupe utilise la notion de «comparable» qui consiste à

retraiter le chiffre d'affaires des effets de variations de périmètre significatives intervenues au cours des années 2019 et 2020.

## Note 21 – Charges de personnel

### [21.1.a - Frais de personnel par activité](#)

	2020	2019
Négoce	170 035	174 711
Bricolage	73 833	67 398
TOTAL	243 868	242 109

### [21.1.b - Charges prises en compte dans les frais de personnel](#)

Participation des salariés		Abondement FCP	
2020	2019	2020	2019
3 298	2 457	2 085	2 122
3 941	1 713	1 245	1 065
7 239	4 170	3 330	3 187

### [21.1.c - Évolution des frais de personnel](#)

	2020	2019	% d'évolution 2020/2019	
			à périmètre "non comparable"	à périmètre "comparable"
Négoce	170 035	174 711	-2,68	-3,17
Bricolage	73 833	67 398	9,55	6,33
Total	243 868	242 109	0,73	-0,53

## 21.2 - Détail des effectifs moyens par activité intégrée

SOCIETES	2020	2019
NEGOCE	3 852	3 876
SA SAMSE	1 638	1 658
SAS DORAS	824	759
M+ MATERIAUX	627	606
SAS MAURIS BOIS	130	128
SAS SOCOBOIS	85	93
SAS ZANON TRANSPORTS	80	75
PIERRE HENRY ET FILS (GROUPE)	73	68
SAS BTP DISTRIBUTION	72	68
SA CHRISTAUD	69	55
SAS CELESTIN MATERIAUX	57	57
SAS BILLMAT	43	46
SAS LOIRE MATERIAUX	35	41
SAS REMAT	27	30
SAS BLANC MATERIAUX	19	19
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	17	13
SAS DEGUERRY SAMSE	15	15
SAS LEADER CARRELAGES	13	18
SAS LE COMPTOIR	11	9
SAS MAT APPRO	8	7
SARL GET ELECTRIC	5	5
SA DUMONT INVESTISSEMENT	4	4
SAS ROGER CLEAU - absorbée par DORAS sur l'exercice 2020		59
SAS ETS MARTIN - absorbée par DORAS sur l'exercice 2020		13
SAS CLAUDE MATERIAUX - absorbée par DORAS sur l'exercice 2020		10
SAS VAUDREY - absorbée par CHRISTAUD sur l'exercice 2020		9
SAS OUTIMAT B.T.P. - absorbée par DORAS sur l'exercice 2020		5
SAS SOVAPRO - absorbée par BTP DISTRIBUTION sur l'exercice 2020		4
SAS SOVAPRO MHD - absorbée par BTP DISTRIBUTION sur l'exercice 2020		2
BRICOLAGE	2 100	1 893
SAS LA BOITE A OUTILS	1 706	1 638
SAS COMPTOIR FROMENT	94	91
SAS ENTREPOT DU BRICOLAGE AUBENAS	92	81
SAS ENTREPOT DU BRICOLAGE FROMENT	91	83
SAS ENTREPOT ARLES	60	0
SAS ENTREPOT NIMES	57	0
	5 952	5 769

## 21.3 - Effectifs moyens par catégorie

	2020	2019
Employés et Ouvriers	4 010	3 949
Techniciens, Agents de maîtrise	1 028	977
Cadres	914	843
TOTAL	5 952	5 769



## Note 22 – Charges externes

	2020	2019	% de variation à périmètre non comparable	% de variation à périmètre comparable
Sous traitance générale	12 750	12 112	5,27	4,74
Locations et transport de biens	7 176	8 146	-11,91	-13,02
Entretiens et réparations	14 914	13 949	6,92	6,24
Primes d'assurance	4 901	4 984	-1,67	-2,31
Services extérieurs divers	1 573	2 353	-33,15	-33,83
Personnel extérieur à l'entreprise	4 177	5 500	-24,05	-24,29
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	5 808	6 451	-9,97	-11,83
Publicité, publications et relations publiques	8 869	14 426	-38,52	-39,81
Déplacements, missions et réceptions	6 655	8 963	-25,75	-27,14
Frais postaux et télécommunications	3 377	3 276	3,08	2,23
Services bancaires et assimilés	2 308	2 035	13,42	11,79
Autres services	713	913	-21,91	-24,21
	73 221	83 108	-11,90	-12,89

## Note 23 – Dotations aux provisions et dépréciations

	2020		2019	
	dotations	reprises	dotations	reprises
Dotations pour dépréciation des immobilisations incorporelles				
Reprises de provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles				
Dotations pour dépréciation des immobilisations corporelles	472			
Reprises de provision pour dépréciation des immobilisations corporelles		181		170
Net	291			170
Dotations pour dépréciation des stocks	15 018		13 756	
Reprises de provision pour dépréciation des stocks		13 552		12 946
Net	1 466		810	
Dotations pour dépréciation des créances	9 714		7 884	
Reprises de provision pour dépréciation des créances		6 083		6 599
Net	3 631		1 285	
Dotations aux provisions pour risques et charges	3 207		3 519	
Reprises de provisions pour risques et charges		2 505		2 804
Net	702		715	
Dépréciations des écarts d'acquisition	2 361		1 470	
Divers				
Total	30 772	22 321	26 629	22 519
Total Net	8 451		4 110	

La variation globale des dotations aux provisions et dépréciations nettes entre 2020 et 2019 provient :

des dépréciations nettes :	
des immobilisations incorporelles et corporelles	-461
des stocks de marchandises	-656
des créances	-2 346
des provisions pour risques et charges	13
des écarts d'acquisition	-891
<b>Total Net</b>	<b>-4 341</b>

#### Note 24 – Autres produits et charges de l'exploitation courante

	2020		2019	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits de cession d'actifs		727		809
Autres produits opérationnels		7 125		6 630
VNC des éléments d'actifs cédés	514		385	
Autres charges opérationnelles	8 902		7 298	
Total	9 416	7 852	7 683	7 439
Net	1 564		244	

## Note 25 – Autres produits et charges opérationnels

	2020		2019	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits de cession d'actifs		31 388		2 705
VNC des éléments d'actifs cédés	24 330		2 305	
Autres charges opérationnelles	7 471			103
Total	31 801	31 388	2 305	2 808
Net	413			503

## Passage du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel

	2020	2019
Résultat opérationnel courant	70 633	60 042
Détail des autres produits et charges opérationnels :		
Produits de cession de l'actif immobilier	31 388	2 705
VNC des éléments de l'actif immobilier cédés	-24 330	-2 305
Retraitement plus-value de cession sur opération de cession-bail	-4 630	
Dépréciations immobilières Négoce	-1 231	
Dépréciations immobilières Bricolage	-1 052	
Autres produits et charges sur opérations immobilières	-305	104
Produit de réévaluation DEGUERRY SAMSE		155
Charges liées à des restructurations	-253	-156
Résultat opérationnel	70 220	60 545

Fin décembre 2020, le Groupe a effectué une opération de cession-bail pour 8 ensembles immobiliers. Le produit total des cessions s'est élevé à 28 M€ et une plus-value brute avant impôts de 7 M€ a ainsi été comptabilisée. Cette dernière a été retraitée pour - 4,6 M€, correspondant à l'évaluation des droits d'utilisation résultant des contrats de location et plus particulièrement de la proportion de la valeur nette comptable de l'actif transféré, représentant les droits d'utilisation conservés selon IFRS 16.

## Note 26 – Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie

	2020	2019
Produits de valeurs mobilières de placement et autres créances	69	164
Total	69	164

## Note 27 – Coût de l'endettement financier brut

	2020	2019
Intérêts et charges assimilées sur emprunts auprès des établissements de crédit	1 268	1 627
Charge financière "IFRS 16"	1 767	1 729
Total	3 035	3 356

## Note 28 – Autres produits et charges financiers

	2020		2019	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Reprise de provisions financières				42
Produits des participations		399		484
Produits de cession des immobilisations financières		336		1
VNC des immobilisations financières cédées	139		42	
Autres produits divers		199		239
Autres charges diverses	1		38	
Dotations aux dépréciations financières				
Différences positives de change		27		13
Différences négatives de change	50		8	
	190	961	88	779
		771		691

## Note 29 – Formation du résultat financier

			% de variation
	2020	2019	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	69	164	-57,93
Coût de l'endettement financier brut	-3 035	-3 356	-9,56
Coût de l'endettement financier net	-2 966	-3 192	-7,08
Autres produits et charges financiers	771	691	11,58
RESULTAT FINANCIER	-2 195	-2 501	-12,24

## Note 30 – Charges d'impôt

	2020	2019
Charges d'impôt social	26 463	18 641
Impôts différés	-2 386	363
	24 077	19 004

## Note 31 – Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence

	2020	2019
PLATTARD (Groupe)	2 239	1 745
SAS MATERIAUX SIMC	1 817	904
SAS RG BRICOLAGE	800	618
SAS BOURG MATERIAUX	306	129
SCI ENTREPOT FROMENT	271	251
SCI ENTREPOT NIMES	116	
SAS DIDIER	110	47
SCI CHABER	99	97
SAS TARARE MATERIAUX	72	36
SADIJON BETON	42	94
SCI LE CARREAU	14	14
SCI ESPACE PLUS	11	11
SAS DEGUERRY SAMSE		28
	5 897	3 974

## Note 32 – Résultat par action

	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation
Nombre d'actions à l'ouverture de l'exercice	3 458 084	9 793	3 448 291
Achats d'actions propres en cours d'exercice		2 321	-2 321
Nombre d'actions à la clôture de l'exercice	3 458 084	12 114	3 445 970
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation en fin d'exercice			3 446 984
Résultat net - part attribuable aux actionnaires de la société SAMSE - ( en € )			47 356 182
	<b>Résultat par action</b>		<b>13,74</b>

  

	Actions en circulation	Dilution	Nombre de titres
Nombre moyen pondéré et dilué de titres	3 446 984	0	3 446 984
	<b>Résultat dilué par action</b>		<b>13,74</b>

Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'action qui, au dénominateur, rajoute au nombre basique d'actions, le nombre d'actions potentielles qui résultera des instruments dilutifs (stock-options et actions gratuites) déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix du marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés.

Le prix du marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

Les fonds recueillis à l'exercice des options sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation en fin d'exercice a été obtenu de la manière suivante :

	Avant pondération	Pondération calculée au prorata temporis	Après pondération
Achats d'actions propres en cours d'exercice	2 321	-1 014	1 307

## Note 33 – Engagements Hors Bilan

A - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU PERIMETRE DU GROUPE CONSOLIDE		
I - ENGAGEMENTS DONNES	2020	2019
Engagements de prise de participations	0	0
Total	0	0
B - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU FINANCEMENT DE LA SOCIETE		
I - ENGAGEMENTS DONNES	2020	2019
Garanties financières		
Cautions bancaires sur prêts et découverts	2 977	5 291
II - ENGAGEMENTS RECUS		
Ligne de crédit reçue et non utilisée	0	0
C - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES DE LA SOCIETE		
I - ENGAGEMENTS DONNES	2020	2019
Compromis d'achat immobilier		
Terrains	803	2 768
Ensembles immobiliers	3 744	5 191
Total	4 547	7 959
Cautions données dans le cadre de l'exploitation		
Cautions douanières et diverses	321	276
Indemnités de résiliation de convention de rémunération	0	0
II - ENGAGEMENTS RECUS		
Compromis de vente immobilier		
Ensembles immobiliers	3 470	1 627
Indemnités d'expropriation et de transfert d'activité	0	0
Total	3 470	1 627

## Note 34 – Informations sur les transactions avec les parties liées

Les parties liées sont :

- la société mère du Groupe (la société DUMONT INVESTISSEMENT),
- les entités qui exercent un contrôle conjoint ou une influence notable,
- les entreprises associées,
- les coentreprises,

– les membres du Comité Exécutif.

Les opérations effectuées avec les filiales intégrées globalement sont éliminées.

Seules subsistent dans les comptes consolidés les opérations effectuées avec les sociétés mises en équivalence et les sociétés avec lesquelles le Groupe a un lien de participation. Ces opérations sont considérées comme des opérations effectuées avec des tiers.

Informations (en milliers d'euros)	TRANSACTIONS		
	Entités mises en équivalence	Autres parties liées	DUMONT INVESTISSEMENT
Produits	39 025	0	32
Charges	7 286	0	1 813
Créances rattachées à des participations	8 669	0	0
Dettes rattachées à des participations	3 663	0	0
Comptes courants intra-groupe :			
	Actifs	4 492	0
	Passifs	1	336

D'une manière générale, les transactions réalisées avec les entités liées sont effectuées selon des conditions de marché.

La société DUMONT INVESTISSEMENT a des membres du «key personnel» commun avec l'émetteur.

Les comptes du Groupe sont intégrés dans les comptes consolidés établis par la SA DUMONT INVESTISSEMENT, société mère du Groupe SAMSE.

Siège social : 2, rue Raymond Pitet  
38100 Grenoble  
N° Siren : 345 287 734  
Date de clôture : 31/12/2020

	2020
Le chiffre d'affaires social réalisé par l'ensemble des sociétés opérationnelles détenues par le Groupe représente un montant global de :	2 179 728
Le passage du social au consolidé s'explique de la manière suivante :	
Elimination du CA des sociétés mises en équivalence	-436 014
Retraitement IFRIC 13	-1 340
Elimination des opérations réciproques réalisées entre les sociétés consolidées	-230 823
<b>Total</b>	<b>1 511 551</b>

Rémunération des principaux dirigeants :

Cette information figure dans le Rapport de Gestion - Chapitre 3.6 - du présent document.

## Note 35 – Instruments financiers

### A – Instruments financiers inscrits au bilan

(en milliers d'euros)

	Au 31/12/2020		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participation	24 661	24 661	24 661			
Autres actifs financiers non courants	11 174	11 174		11 174		
Clients et comptes rattachés	180 643	180 643		180 643		
Autres actifs financiers courants	107 820	107 820		107 820		
Équivalents de trésorerie	21 257	21 257		21 257		
Trésorerie	120 001	120 001		120 001		
<b>Actifs</b>	<b>465 556</b>	<b>465 556</b>	<b>24 661</b>	<b>440 895</b>		
Passifs financiers non courants	285 805	285 805			285 800	5
Fournisseurs et comptes rattachés	217 753	217 753			217 753	
Autres dettes courantes	140 462	140 462			140 462	
Passifs financiers courants	78 525	78 525			78 515	10
<b>Passifs</b>	<b>722 545</b>	<b>722 545</b>			<b>722 530</b>	<b>15</b>

	Au 31/12/2019		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participation	28 368	28 368	28 368			
Autres actifs financiers non courants	4 160	4 160		4 160		
Clients et comptes rattachés	186 598	186 598		186 598		
Autres actifs financiers courants	102 524	102 524		102 524		
Équivalents de trésorerie	19 266	19 266		19 266		
Trésorerie	51 383	51 383		51 383		
<b>Actifs</b>	<b>392 299</b>	<b>392 299</b>	<b>28 368</b>	<b>363 931</b>		
Passifs financiers non courants	242 478	242 478			242 459	19
Fournisseurs et comptes rattachés	196 128	196 128			196 128	
Autres dettes courantes	119 487	119 487			119 487	
Passifs financiers courants	91 239	91 239			91 226	13
<b>Passifs</b>	<b>649 332</b>	<b>649 332</b>			<b>649 300</b>	<b>32</b>

#### Informations complémentaires

– IFRS 7.37 a - à la date de clôture, l'analyse des actifs financiers selon leur ancienneté ne fait pas apparaître d'actifs à risque qui n'auraient pas été dépréciés.

– IFRS 7.14 - à la date de clôture, il n'y a pas d'actifs financiers donnés en garantie des passifs.

– IFRS 7.39 a - échéancier des passifs : cf note 17.2.



## B – Impact des instruments financiers

(en milliers d'euros)

Au 31/12/2020			
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres	
		Juste valeur	Autre
Actifs disponibles à la vente		-3 729	
Instruments dérivés	17		
Equivalents de trésorerie			
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>-3 729</b>	

Au 31/12/2019			
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres	
		Juste valeur	Autre
Actifs disponibles à la vente		3 482	
Instruments dérivés	54		
Equivalents de trésorerie			
<b>Total</b>	<b>54</b>	<b>3 482</b>	

## Note 36 – Informations sectorielles consolidées (par nature d'activité)

Il convient de rappeler qu'aucun regroupement de secteurs opérationnels n'a été effectué dans le Groupe SAMSE.

Le Groupe prend en compte deux secteurs d'activité distincts : le négoce et le bricolage qui correspondent aux deux secteurs revus par le principal décideur opérationnel.

Les Unités Génératrices de Trésorerie, qui représentent le niveau le plus bas auquel les écarts d'acquisition font l'objet d'un suivi, sont affectées

systématiquement au secteur opérationnel dont elles dépendent.

Les tests annuels de dépréciation des écarts d'acquisition sont effectués conformément à la norme IAS 36.

Au 31 décembre 2020, le Groupe est structuré en deux secteurs distincts d'activité :

- le négoce de matériaux de construction
- le bricolage

Les résultats par secteur d'activité pour les exercices clos au 31 décembre sont détaillés ci-après :

	2020			2019		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Chiffre d'affaires	1 374 248	368 126	1 742 374	1 388 508	331 114	1 719 622
inter-secteurs	-213 788	-17 035	-230 823	-203 096	-17 409	-220 505
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>1 160 460</b>	<b>351 091</b>	<b>1 511 551</b>	<b>1 185 412</b>	<b>313 705</b>	<b>1 499 117</b>
Résultat Opérationnel Courant	47 137	23 496	70 633	44 209	15 833	60 042
Résultat Opérationnel	46 705	23 515	70 220	44 569	15 976	60 545
Résultat financier	-1 710	-485	-2 195	-1 886	-615	-2 501
Quote part des résultats des entreprises associées	4 597	1 300	5 897	2 994	980	3 974
Impôt			-24 077			-19 004
Résultat net			49 845			43 014

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

	2020			2019		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Dotations aux amortissements	38 999	13 030	52 029	38 262	12 011	50 273
Dépréciations des écarts d'acquisition	1 361	1 000	2 361	1 470		1 470
Dépréciations des immobilisations incorporelles			0	38		38
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	-116	-66	-182	-104	-66	-170
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	177	295	472			
Dotations et reprises de provisions pour dépréciation des créances	3 577	54	3 631	1 299	-14	1 285
Dotations et reprises de provisions pour dépréciation des stocks	1 464	3	1 467	820	-10	810
Dotations et reprises de provisions diverses	472	230	702	457	258	715

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et passifs sectoriels, ainsi que les acquisitions d'actifs pour les exercices clos le 31 décembre :

	2020			2019		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Actifs	995 171	211 320	1 206 491	951 457	194 412	1 145 869
Entreprises associées	45 416	4 053	49 469	42 263	3 461	45 724
Total des actifs	1 040 587	215 373	1 255 960	993 720	197 873	1 191 593
Total des dettes	621 507	132 068	753 575	553 769	123 102	676 871
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	22 845	8 791	31 636	35 417	16 038	51 455

Le Groupe dispose de deux secteurs d'activité qui correspondent aux unités opérationnelles stratégiques. Ces unités offrent des produits et des services distincts et sont dirigées séparément dans la mesure où elles exigent des stratégies d'achat et commerciales différentes.

Les opérations réalisées dans chacun des secteurs présentés du Groupe sont résumées ainsi :

- négoce de matériaux de construction, qui comprend la distribution de matériaux pour le bâtiment et les travaux publics.
- bricolage, qui comprend la distribution d'articles de bricolage, de jardinage et d'équipements intérieur.

Toutes les activités du Groupe ont été regroupées au sein de ces deux secteurs et n'opèrent que sur un seul secteur géographique, la France.

Concernant le niveau d'intégration, chaque secteur correspond à un regroupement d'entités juridiques qui sont chacune dédiée à un et un seul secteur d'activité.

Les méthodes comptables des secteurs présentés sont identiques et les résultats communiqués dans le reporting interne sont arrêtés selon les mêmes méthodes retenues en fin d'exercice, conformément aux normes IFRS appliquées dans le Groupe.

Par conséquent, aucun tableau de rapprochement des données consolidées avec le total des secteurs réconciliés n'est présenté.

La performance est évaluée sur la base du résultat avant impôt du secteur. La Direction Générale utilise le résultat du secteur parce qu'elle juge que cette information est la plus pertinente pour comprendre la performance par rapport à celle d'autres entités intervenant dans ces activités.

Les prix de transferts entre les secteurs sont déterminés dans des conditions de concurrence normale.

Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé dans les deux secteurs concernés.

## Note 37 – Honoraires des Commissaires aux comptes

	ODICEO				ERNST & YOUNG				Autres			
	2020		2019		2020		2019		2020		2019	
	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%
<i>(en milliers d'euros)</i>												
<b>AUDIT</b>												
Certification des comptes individuels et consolidés	275 772 €	43 %	381 385 €	54 %	131 708 €	21 %	163 484 €	23 %	230 253 €	36 %	167 165 €	23 %
– Emetteur	103 992 €	56 %	103 992 €	55 %	81 708 €	44 %	85 682 €	45 %				
– Filiales intégrées globalement	171 780 €	38 %	277 393 €	53 %	50 000 €	11 %	77 802 €	15 %	230 253 €	51 %	167 165 €	32 %
Services autres que la certification des					1 750 €	100 %	1 000 €	100 %				
– Emetteur					1 250 €	71 %	1 000 €	100 %				
– Filiales intégrées globalement					500 €	29 %						
<b>SOUS-TOTAL AUDIT</b>	<b>275 772 €</b>	<b>43 %</b>	<b>381 385 €</b>	<b>54 %</b>	<b>133 458 €</b>	<b>21 %</b>	<b>164 484 €</b>	<b>23 %</b>	<b>230 253 €</b>	<b>36 %</b>	<b>167 165 €</b>	<b>23 %</b>
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>												
Juridique, fiscal, social et autres												
<b>SOUS-TOTAL AUTRES PRESTATIONS</b>												
<b>TOTAL</b>	<b>275 772 €</b>	<b>43 %</b>	<b>381 385 €</b>	<b>54 %</b>	<b>133 458 €</b>	<b>21 %</b>	<b>164 484 €</b>	<b>23 %</b>	<b>230 253 €</b>	<b>36 %</b>	<b>167 165 €</b>	<b>23 %</b>